



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 24 JUIN 1899.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi e jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2125

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 10 juin 1899, de nommer l'honorable George Bryson, conseiller législatif, de Fort Coulonge, comté de Pontiac, juge de paix, sous l'autorité de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur toute la province.

2293

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 9 juin 1899, d'adjoindre les personnes suivantes à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District de Montréal.—MM. Aimé Lanctôt, marchand, de la paroisse de Saint Isidore, comté de Laprairie ; James Cochrane, entrepreneur, de la cité de Montréal ; W. E. Doran, architecte, et Patrick Wright, marchand, tous deux de la cité de Montréal.

District de Terrebonne.—M. Benjamin S. Stackhouse, dentiste, de Lachute, comté d'Argenteuil.

2291

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 13

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24th JUNE, 1899.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2126

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th June, 1899, to appoint the honorable George Bryson, legislative councillor, of Fort Coulonge, district of Pontiac, a justice of the peace, in virtue of article 2572 R. S. P. Q., with jurisdiction over the entire province.

2294

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of June, 1899, to associate the following parties to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Montreal.—Messrs. Aimé Lanctot, merchant, of the parish of Saint Isidore, county of Laprairie ; James Cochrane, contractor, of the city of Montreal ; W. E. Doran, architect, and Patrick Wright, merchant, both of the city of Montreal.

District of Terrebonne.—Mr. Benjamin S. Stackhouse, dentist, of Lachute, county of Argenteuil.

2292

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 13th day

octobre 1874, pour le canton de Clarendon, comté de Pontiac, et de nommer par commission en date du 10 juin 1899, MM. Donald Macrae, James Hodgins, John Strutt et John Dale, jr., commissaires de la dite cour.

2289

### Proclamations

Canada,  
Province de  
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBAULT, } **A**TTENDU que dans et  
*Proc. Génl.* } par un acte du Parle-  
ment de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année de Notre Règne, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établis et en fixer les tenants et aboutissants;" ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté d'OTTAWA, dans le district d'OTTAWA, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton GRAVEL.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton GRAVEL, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté d'OTTAWA, dans le dit district d'OTTAWA, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Adélaré Turgeon, Notre Commissaire de la Colonisation et des Mines, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le territoire dont se compose le canton Gravel, est borné à l'ouest et au nord-est par les terres vacantes de la Couronne, vers le sud-est par la rivière du Lièvre et au sud par le canton Pope.

Le dit canton Gravel est limité comme suit, savoir : 1° au nord-est par la grande ligne dite "ligne d'exploration de Wagner", dont la direction théorique est nord quarante-cinq degrés (45°) ouest, vrai, sur une longueur de huit cent soixante et treize (873) chaînes, plus ou moins, depuis la rive droite de la dite rivière du Lièvre jusqu'au sommet de l'angle nord du dit canton Gravel ; 2° vers le sud-est par la dite rive droite de la rivière du Lièvre, depuis la dite ligne d'exploration de Wagner jusqu'à la limite nord du canton Pope ; 3° au sud par la limite nord du dit canton Pope, limite dont la direction est ouest, vrai, depuis la rive droite de la rivière du Lièvre, jusqu'à un point situé à cent soixante et trois (163) chaînes de la dite rive ; 4° à l'ouest par une méridienne menée depuis le point susdit située sur la limite nord du canton Pope, à cent soixante et trois (163) chaînes de la rive droite de la rivière du Lièvre, jusqu'à la rencontre de la dite ligne d'exploration de Wagner, la longueur de

of October 1874, for the township of Clarendon, county of Pontiac, and by a commission dated the 10th of June, 1899, to appoint Messrs. Donald Macrae, James Hodgins, John Strutt and John Dale, jr., commissioners of the said court. 2290

### Proclamations

Canada,  
Province of  
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBAULT, } **W**HEREAS, in and by  
*Atty. Génl.* } an act of the Par-  
liament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of Our Reign, and intituled : "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ; And whereas We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands situate and being in the county of OTTAWA, in the district of OTTAWA, in Our Province of Quebec, into a township under the name of township GRAVEL.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township GRAVEL, the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of OTTAWA, in the said district of OTTAWA, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Adélaré Turgeon, Our Commissioner of Colonization and Mines, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The territory of which is composed the township Gravel, in the county of Ottawa, is bounded on the west and on the north east by the wild lands of the Crown, on the south east by the river Du Lièvre, and on the south by the township Pope.

The said township Gravel, is bounded as follows, to wit : 1. on the north east by the great line called "Wagner's exploration line" whose theoretical direction is forty-five degrees (45°) due west, by a length of eight hundred and seventy-three (873) chains, more or less, from the right bank of the said river du Lièvre to the summit of the north angle of the said township Gravel ; 2. on the south east by the said right bank of the river Du Lièvre, from the said Wagner's exploration line to the northern limit of the township Pope ; 3. on the south by the northern limit of the said township Pope, the direction of which limit is due west, from the right bank of the river Du Lièvre, to a point situate at one hundred and sixty three (163) chains from the said bank ; 4. on the west by a meridian line drawn between the point aforesaid situate on the northern limit of the township Pope, at one hundred and sixty-three chains, from the said right bank of the river Du Lièvre, to its meeting with the

cette méridienne étant de mille vingt (1020) chaînes, plus ou moins.

La superficie du dit territoire est de trente-sept mille (37,000) acres, plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire, annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département de la Colonisation et des Mines ;

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TROISIEME jour de JUILLET prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TROISIEME jour du mois de JUILLET prochain, un canton sous le nom du canton GRAVEL, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton GRAVEL, comme susdit.

De tous ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce TREIZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

2287 JOSEPH SHEHYN,  
Secrétaire de la province intérimaire.

Canada, }  
Province de } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en vertu  
Proc.-Géné. } des articles 2353 et  
2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : " que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut, de la même manière, changer de temps à autre, les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année, dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, où pas moins de deux termes par année doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par

said Wagner's exploration line, the length of this meridian line being one thousand and twenty (1020) chains, more or less.

The area of the said territory is of thirty-seven thousand (37,000) acres, more or less, such as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the Colonization and Mines department.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRD day of the month of JULY next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRD day of the month of JULY next, a township under the name of the township GRAVEL, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township GRAVEL, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

2288 JOSEPH SHEHYN,  
Provincial secretary ad interim.

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Quebec. }  
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS in virtue  
Atty.-Genl. } of articles 2353  
and 2354 of the revised statutes of the province of Quebec, it is among other things enacted : "that in all the districts other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation from time to time, fix the date of holding the terms of the circuit court for any county or district and at each place, in any county wherein there is more than one place where a circuit court is held, the times at which such terms, shall be held and the number of days of each term ; that he may, in like manner, from time to time, alter the term so that not less than three terms shall be held in every year in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS We have deemed expedient, by and

et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, que les termes de la cour de circuit pour le comté de L'Assomption, siégeant à L'Assomption, soient fixés pour l'avenir le deuxième lundi de chaque mois, excepté les mois de juillet et août chaque année.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons : que la cour de circuit, pour le comté de L'Assomption, siégeant à L'Assomption, sera tenue le deuxième lundi de chaque mois, excepté les mois de juillet et août chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOSEPH SHEHYN,

Secrétaire de la province intérimaire.

2299

Canada,  
Province de  
Québec.

[L. S.]

L. A. JETTE.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**T TENDU qu'en  
Proc. Génl. } vertu des articles  
2353 et 2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : " que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut de la même manière, changer de temps à autre, les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année, dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure où pas moins de deux termes par année doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du conseil exécutif de Notre dite province, que les termes de la cour de circuit pour le comté de Berthier, siégeant à Berthier, soient fixés pour l'avenir au troisième mardi de chaque mois, à part les mois de juillet et août, chaque année ;

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons : que la cour de circuit pour le comté de Berthier, siégeant à Berthier, sera tenue le troisième mardi de chaque mois, à part les mois de juillet et août, chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner,

with the advice and consent of the Executive Council of our said province, that the term of the Circuit Court for the county of L'Assomption, sitting at L'Assomption, be fixed in future the second Monday of each month, the month of July and August being excepted.

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and by these presents do rule and ordain : that the circuit court for the county of L'Assomption, sitting at L'Assomption, shall be held from the second Monday of each month, the months of July and August being excepted.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec. At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

JOSEPH SHEHYN,

Provincial Secretary ad interim.

2300

Canada,  
Province of  
Quebec.

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } **W**HEREAS in virtue  
Atty. Génl. } of articles 2353  
and 2354 of the revised statutes of the province of Quebec, it is among other things enacted : "that in all the districts other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint-Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation, from time to time, fix the date of holding the terms of the Circuit Court for any county or district, and at each place in any county wherein there is more than one place where a circuit court is held, the times at which such terms shall be held and the number of days of each term ; that he may, in like manner, from time to time, alter the terms so that not less than three terms shall be held in every year, in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS We have deemed it expedient by and with the advice and consent of the Executive Council of Our said province, that the terms of the Circuit Court for the county of Berthier, sitting at Berthier, be fixed in future, to the third Tuesday of each month, the months of July and August, being excepted ;

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and do hereby rule and ordain : that the circuit Court for the county of Berthier, sitting at Berthier, shall be held, to the third Tuesday of each month, the months of July and August, being excepted.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby

sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOSEPH SHEHYN,

2297

Secrétaire de la province intérimaire.

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en  
Proc.-Géné. } vertu des articles  
2353 et 2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : " que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut, de la même manière, changer de temps à autre, les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année, dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, où pas moins de deux termes par année doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, que les termes de la cour de circuit pour le comté de Montcalm, siégeant à Sainte-Julienne, soient fixés pour l'avenir aux dates suivantes, savoir : le quatrième mardi de chaque mois, à part les mois de juillet et août, chaque année.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons : que la cour de circuit pour le comté de Montcalm, siégeant à Sainte-Julienne, sera tenue le quatrième mardi de chaque mois, à part les mois de juillet et août, chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIÈME jour du mois JUIN, dans l'année de

required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of JUNE in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

JOSEPH SHEHYN,

2298

Provincial secretary ad interim.

Canada,  
Province of }  
Quebec. }  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS in virtue  
Atty.-Gen. } of articles 2353  
and 2354 of the revised statutes of the province of Quebec, it is among other things enacted : " that in all the districts other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation from time to time, fix the date of holding the terms of the circuit court for any county or district, and at each place, in any county wherein there is more than one place where a circuit court is held, the times at which such terms, shall be held and the number of days of each term, that he may, in the manner, from time to time, after the term so that not less than three terms shall be held in every year in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS We have deemed expedient, by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, that the term of the Circuit Court for the county of Montcalm, sitting at Sainte-Julienne, be fixed in future to the following dates, viz : the fourth Tuesday of each month, July and August, being excepted.

NOW KNOW YE, that under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and do hereby rule and ordain : that the Circuit Court for the county of Montcalm, sitting at Saint Julienne, shall be held the fourth Tuesday of each month, July and August, being excepted.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of JUNE, in the year of Our

Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

2309

JOSEPH SHEHYN,  
Secrétaire de la province intérimaire.

Canada  
Province de  
Québec  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu'il devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TRENTE-UNIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le DIXIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

▲ Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1331

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de juin courant, incorporant Joseph Adolphe Chauret, notaire et membre du parlement provincial, de la paroisse de Sainte-Geneviève ; Alphonse Clovis Décary, notaire et régistrateur ; Amédée Chauret, notaire et régistrateur ; Jules Aimé Maucolet, député régistrateur, ces trois derniers, de la cité de Montréal, et Conrad Vallée, manufacturier, de la ville de Sainte-Anne de Belle-

Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

2310

JOSEPH SHEHYN,  
Provincial secretary ad interim.

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the THIRTY-FIRST day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the TENTH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTIETH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

1332

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the tenth day of June instant, incorporating Joseph Adolphe Chauret, notary and member of the provincial parliament, of the parish of Sainte Geneviève ; Alphonse Clovis Décary, notary and registrar ; Amédée Chauret, notary and registrar ; Jules Aimé Maucolet, deputy registrar, the three latter of the city of Montreal, and Conrad Vallée, manufacturer, of the town of Sainte Anne de Bellevue, for the following

vue, pour les fins suivantes : l'affermage ou acquisition de terrains spacieux et l'érection et construction de bâtiments et appareils voulus pour l'élevage et culture en grand, l'importation, l'exportation et la vente des gallinacés et de leurs produits sur les marchés locaux et étrangers, sous le nom de "La Compagnie de Gallinoculture de Jacques Cartier," avec un fonds social s'élevant en totalité à dix mille piastres (\$10,000), divisé en deux cents (200) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce onzième jour de juin 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2283

Secrétaire provincial intérimaire.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de juin courant, incorporant Napoléon Drouin, de Québec, négociant ; Joseph Picard, de Québec, commis ; Alfred Drouin, de Québec, commis-voyageur ; Alexis Drouin, de Québec, négociant ; Edmond Drouin, de Québec, négociant, pour les fins suivantes, savoir : l'exploitation générale de l'industrie du tabac, sous le nom de "The Rock City Tobacco Company", avec un fonds social s'élevant en totalité à cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres (\$100.00), chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dixième jour de juin 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2285

Secrétaire Provincial intérimaire.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du quatorzième jour de juin courant, incorporant Pierre Alexandre Larivière, marchand d'immeubles, du village de Melbourne, dans le district de Saint-François ; Henry Fitzwilliam Bellew, gentilhomme ; Henry C. Bellew, courtier d'assurance ; Joseph A. Leguerrier, constructeur et entrepreneur ; tous trois de la cité de Montréal, et John Matthew Nunns, entrepreneur, du village de Melbourne, dans les buts suivants, à savoir : acheter ou louer des immeubles de toute description, soit à la ville ou à la campagne, limites à bois, moulins, manufactures et pouvoirs d'eau ; de les posséder, hypothéquer, vendre, transporter et aliéner ; ériger et construire des bâtisses, accepter des obligations et en disposer, d'aucune autre corporation en paiement de telle propriété que la compagnie peut vendre ou acquérir ; emprunter de l'argent et en garantie donner des hypothèques, débetures ou autrement et faire en général toutes choses en rapport aux immeubles sous le nom de "The Real Estate Investment Company", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de juin 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2307

Secrétaire provincial intérimaire.

No 160.96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Fort Coulonge", comté de Pontiac, le territoire suivant, savoir : Les lots 3, 6, 7, 8 et partie du lot No 12, dans le rang A, du canton de Mansfield, comté de Pontiac.

½ lot No 1 et les lots 3, 4, 5, 8 et 10 du rang B, même canton, les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et ½ lot No

purposes, namely : to lease or acquire spacious grounds and the erection and construction of buildings and apparatus need for the extensive raising, the importation, exportation and sale of fowl and of their products on the local and foreign markets, by the name of "La Compagnie de Gallinoculture de Jacques Cartier", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000) divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this eleventh day of June, 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2284

Provincial secretary ad interim.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing dated the tenth day of June instant, incorporating Napoléon Drouin, of Québec, trader ; Joseph Picard, of Québec, clerk ; Alfred Drouin, of Québec, traveling clerk ; Alexis Drouin, of Québec, trader ; Edmond Drouin, of Québec, trader, for the following purposes, to wit : the general working of the tobacco industry, by the name of "The Rock City Tobacco Company," with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00), each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this tenth day of June, 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2286

Provincial Secretary ad interim.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the fourteenth day of June instant, incorporating Pierre Alexandre Larivière, dealer in real estate, of the village of Melbourne, in the district of Saint Francis ; Henry Fitzwilliam Bellew, gentleman ; Henry C. Bellew, insurance broker ; Joseph A. Leguerrier, builder and contractor, all three of the city of Montreal, and John Matthew Nunns, contractor, of the village of Melbourne, for the following purposes, viz : to buy or lease real estate of any description, whether in town or country, timber limits, mills, factories and water powers ; to hold the same, to mortgage, sell, transfer and alienate the same ; to erect and construct buildings ; to accept, and dispose of bonds of any other corporation in payment of such property as the company may sell or acquire ; to borrow money and to secure the same by mortgage, debentures or otherwise ; and to engage generally in all undertaking relating to real estate, by the name of "The Real Estate Investment Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars (50,000), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this nineteenth day of June, 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2308

Provincial Secretary ad interim.

No. 160.96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

*Application to erect a new school municipality.*

To erect into a distinct school municipality for catholics only, by the name of "Fort Coulonge", county of Pontiac, the following territory, to wit : Lots 3, 6, 7, 8 and part of lot No. 12, in the range A, of the township of Mansfield, county of Pontiac.

½ lot No. 1 and lots 3, 4, 5, 8 and 10 of the range B, of the same township, lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and ½

11, ainsi que les lots 13 et 14 du rang I, du même canton.

Partie du lot No 1 du village.

Ainsi que les parties des lots 15 et 16 du rang I, du même canton, appartenant à des catholiques romains.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet 1900.

2301

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6765.

*Bouchette.*

Lot 36, du 2me rang, à Ludger Beauregard.

Lot 43, du 1er rang, à Octave Plante.

Lot 54, du 1er rang, à Sotaire Morissette.

Lot 2, du 8me rang, à Félix Courchaine, fils.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 16 juin 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6764.

*Loranger.*

Lot 42, du 1er rang, à J. B. Tellier.

Lot 42, du 2me rang, à J. B. Tellier.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 16 juin 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Gore of Caxton.*

8e rang.

Lots A, C, D, à Frs. Philibert.

*Canton Radnor.*

Lot 30, du 3e rang, à Toussaint Bellemarre.

*Canton Polette.*

Lot 28, à Noël Robert.

Lots 29 et 30, à Oliva Robert.

*Canton Watford.*

Lot 3, du 9e rang N. E., à D. J. Chollez.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 24 juin 1899.

2311

lot No. 11, as also lots 13 and 14 of range I, of the same township.

Part of lot No. 1 of the village.

Also the parts of lots 15 and 16 of range I, of the same township, belonging to roman catholics.

This erection to take effect only on the 1st of July, 1900.

2302

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6765.

*Bouchette.*

Lot 36, in the 2nd range, to Ludger Beauregard.

Lot 43, in the 1st range, to Octave Plante.

Lot 54, in the 1st range, to Sotaire Morissette.

Lot 2, in the 8th range, to Felix Courchaine, jnr.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 16th June, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6764.

*Loranger.*

Lot 42, in the first range, to J. B. Tellier.

Lot 42, in the 2nd range, to J. B. Tellier.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 16th June, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Gore of Caxton.*

8th range.

Lots A, C, D, to Frs. Philibert.

*Township Radnor.*

Lot 30, of 3rd range, to Toussaint Bellemarre.

*Township Polette.*

Lot 28, to Noël Robert.

Lots 29 and 30, to Oliva Robert.

*Township Watford.*

Lot 3, of 9th range N. E., to D. J. Chollez.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 24th June, 1899.

2312

No 1076.99.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-David, comté d'Yamaska, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-David d'Yamaska, savoir : depuis et y compris le No 30 jusqu'au No 107 inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Christophe," dans le même comté.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet 1900. 2235-2

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 23 mai 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Victor Normandin, écr., notaire public, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feus Louis Normandin et Jules C. Normandin, en leur vivant notaires publics, pratiquant en la paroisse de Boucherville, dans le district de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 S. R. P. Q.

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.

1985-5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

No. 1076.99.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE.

*Application for erection of a new school municipality.*

To detach from the school municipality of Saint David, county of Yamaska, the following cadastral lots of the parish of Saint David d'Yamaska, to wit : starting from and including the No. 30 to No 107 included, and erect them into a distinct school municipality under the name of "Saint-Christophe," in the same county.

This erection to take effect only on the 1st of July, 1900. 2236

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 23rd May, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Victor Normandin, esquire, notary public, of the city of Montreal, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis Normandin and Jules C. Normandin, in their lifetime, notaries public, practising in the parish of Boucherville, in the district of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial secretary.

1986

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53. —All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 100 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

2121

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

2122

LOUIS FRECHETTE

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec

dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éoluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réajustement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents

within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant

piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refusés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

2123

Greffier de l'Assemblée Législative.

### Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie sera : "Laprairie Brick Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, acquérir et prendre de Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, les affaires maintenant conduites par lui sous le nom de "The Laprairie Pressed Brick Company," comprenant les immeu-

shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines, positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

2124

Clerk of the Legislative Assembly

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be : "Laprairie Brick Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To purchase, acquire and take over from Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, the business now being carried on by him under the name of "The Laprairie Pressed Brick Company", including real

bles, matériel, machines, clientèle, patentes, marques de commerce et tout l'actif quelconque en rapport avec les dites affaires ;

(b) De faire les affaires comme manufacturiers de briques, tuiles et tous autres articles faits avec l'argile ou schiste ;

(c) En faire le commerce, soit par achat, vente, loyer ou autrement, aucune espèce de matériel utile pour faire les dites affaires ; et de plus de louer ou acheter et posséder des immeubles dans le but des dites affaires ; de construire toutes bâtisses pour les affaires de la compagnie, et résidences pour les employés ou autres en rapport avec icelles, magasins et autres bâtisses dans le but de faire les affaires de marchands en général, et d'acheter et vendre tous tels immeubles ;

(d) Acquérir par aucune sorte de contrat, posséder, exploiter, vendre et louer tous ou aucun droit de patente en rapport aux susdites affaires, ou nécessaires ou convenables aux dites affaires de la dite compagnie, et en disposer.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents (1500), de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long de chacun des requérants sont comme suit : Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, entrepreneur ; Paul Galibert, gentilhomme ; James Westley Tester, marchand ; Avila Chretien Zuagg, médecin ; Narcisse Théophile Gagnon, marchand ; et Frederick Westbrooke, comptable, tous des cité et district de Montréal ; et Thomas Anderson Trenholme, gentilhomme, de Montréal-Ouest, dans le dit district. Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, Thomas Anderson Trenholme, James Westley Tester, Paul Galibert et Frederick Westbrooke seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté.

FOSTER, MARTIN, GIROUARD  
ET LEMIEUX,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 17 juin 1899.

2337

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal.

Avis public est par le présent donné que, en vertu des sections des statuts révisés de la province de Québec, connues sous le nom de la loi corporative des compagnies à fonds social, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau de cette province, pour obtenir une charte incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The French Medical Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Manufacturer, acheter et vendre des médecines patentées et autres compositions médicales ;

(b) Commencer et faire les affaires en général de médecines patentées et de leurs propres médecines ;

(c) Acquérir par achat, loyer, par paiement de royauté ou par d'autres moyens reconnus par la loi toutes médecines patentées ou leurs propres médecines ;

(d) Acheter, louer, acquérir, vendre, hypothéquer des immeubles dans les buts des affaires de la dite corporation.

(e) Placer les argents de la dite corporation aux conditions des réglemens de la dite corporation, qui seront faits à l'avenir par la dite corporation ;

estate, plant, machinery, good will, patents, trade marks, and all assets whatsoever in connection with said business ;

(b) To carry on business as manufacturers of bricks, tiles and all other articles made from clay or shale ;

(c) To deal in, either by way of purchase, sale, lease or otherwise, any species of material useful for carrying on the said business ; and further to lease or purchase and hold real estate for the purpose of said business ; to construct all buildings appertaining to the company's business, and residences for employees, or others connected therewith, and stores and other buildings for the purpose of carrying on the general business of merchants, and to buy and sell all such real estate ;

(d) To acquire by any sort of contract, own, put in practice, sell, and lease or otherwise dispose of all or any patent rights applicable to the foregoing subject matter, or necessary or convenient for the said business of the said company.

3. The chief place of business of the said company is to be at Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00).

5. The number of shares is to be fifteen hundred (1500), par value one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full of each of the applicants are as follows : Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, contractor ; Paul Galibert, gentleman ; James Westley Tester, merchant ; Avila Chretien Zuagg, physician ; Narcisse Théophile Gagnon, merchant ; and Frederick Westbrooke, accountant, all of the city and district of Montreal ; and Thomas Anderson Trenholme, gentleman, of Montreal West, in said district ; of whom Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, Thomas Anderson Trenholme, James Westley Tester, Paul Galibert and Frederick Westbrooke are to be the first or provisional directors of said company, and who are all residing in Canada, and subjects Her Majesty.

FOSTER, MARTIN, GIROUARD  
AND LEMIEUX  
Solicitors for applicants.

Montreal, 17th June, 1899.

2338

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal.

Public notice is hereby given, under the sections of the revised statutes of the province of Quebec, known as the "Joint Stock Companies Incorporation Act," that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application shall be made to the lieutenant-governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the great Seal of this province, for the granting of a charter incorporating the applicants hereinafter named and such others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the proposed company shall be "The French Medical Company."

2. The objects for which the incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, purchase and sell patent medicines and other medical compounds ;

(b) To trade and deal generally in proprietary and patent medicines ;

(c) To acquire by purchase, lease, by payment of royalty or by other methods recognized by law all patent and proprietary medicines ;

(d) To purchase, lease, acquire, sell and mortgage real estate for the purpose of the business of the said corporation ;

(e) To invest the monies of the said corporation according to the terms of the by-laws of the said corporation, which may be hereinafter made by the said corporation ;

(f) Acheter, louer, acquérir, utiliser, vendre toutes patentes d'invention, droits de patente et améliorations et en faire le commerce, marques de commerce et noms de commerce capables d'être employés pour les fins de la compagnie et y ayant rapport, applicables et en rapport aux médecines patentées et leurs propres médecines, et leur usage et application ;

(g) Donner des licences en vertu de telles patentes et de vendre, transporter, céder et louer des droits en vertu d'icelles et de recevoir en paiement d'icelles des royautés, actions de fonds social, bons ou autres garanties d'autres corporations ayant des objets tout-à-fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

(h) Acquérir des actions, débetures et garanties d'autres compagnies semblables en considération pour effets, articles et marchandises ou autres choses vendues à telles compagnies semblables dans le cours ordinaire des affaires, ou-pour services rendus à telles autres compagnies ;

(i) Emettre à aucune personne des actions payées non saisissables du fonds social de la dite compagnie en paiement ou en échange ou en considération du transport à la compagnie d'aucun meuble ou immeuble, ou aucune patente d'invention ou aucuns droits d'icelles ou pour aucune réclamation, aucun intérêt ou aucun paiement pour les services ou les intérêts d'aucun directeur ou employé de la compagnie.

3° L'endroit dans les limites de la province de Québec, choisi pour sa principale place d'affaires, sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$25,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 500, et le montant de chaque action sera de \$50.00.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Edmund Guerin, avocat ; Edward Cavanagh, marchand ; Terence Francis Moore, marchand ; Jules d'Estimauville Clément, comptable, et Napoléon George Valiquette, marchand, tous de la cité et district de Montréal, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

MADORE, GUERIN & MERRILL,

Procureurs des requérants.

Montréal, 20 juin 1899.

2339

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera : "The Sterilized Milk Supply Company of Canada."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De faire l'exploitation du lait, de le stériliser, le pasteuriser, le condenser et l'humaniser ;

(b) D'acheter, louer ou autrement, acquérir tous biens-meubles et immeubles nécessaires au bon fonctionnement de la dite exploitation.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000).

5° Le dit fonds social sera divisé en mille actions de dix piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants, sont comme suit : l'honorable François Gilbert Minville Dechêne, avocat, de la cité de Québec ; l'honorable Adélar Turgeon, avocat, de la ville de Lévis ; John Duncan Duchêne, médecin-vétérinaire, de la cité de Québec ; Alfred Robitaille, manufacturier, de la cité de Québec ; William

(f) To purchase, lease, acquire, apply, work, sell and deal in all patents of invention, patents rights and improvements thereon, trade marks and trade names capable of being used for the purposes of the company and relating, applicable to and affecting patent and proprietary medicines, and their use and application ;

(g) To license under such patents and to sell, transfer, assign and lease rights under the same and to receive in payment thereof royalties, shares of the capital stock, bonds or other securities of other corporations having objects altogether or in part similar to those of this company ;

(h) To acquire shares, debentures and securities of other similar companies as the consideration for goods, ware and merchandise or other things sold to such similar companies in the ordinary course of business, or for services rendered to such other companies ;

(i) To issue to any persons paid-up unassessable shares in the capital stock of the said company in payment or in exchange for or in consideration of the transfer to the company of any real or personal property or any patents of invention or any rights thereunder or for any claims, any interest or any payment for the services or the interest of any director or employé of the company.

3. The place within the limits of the province of Quebec, selected as its chief place of business shall be the city of Montreal.

4. The proposed amount of the capital stock shall be \$25,000.00.

5. The number of shares shall be 500, and the part value of each share shall be \$50.00.

6. The names in full and the addresses and callings of each of the applicants are : Edmund Guerin, advocate ; Edward Cavanagh, merchant ; Terence Francis Moore, merchant ; Jules d'Estimauville Clément, accountant, and Napoléon George Valiquette, merchant, all of the city and district of Montreal, and all of whom are residents of Canada, and subjects of Her Majesty, and they shall be the first directors of the company.

MADORE, GUERIN & MERRILL,

Attorneys for applicants.

Montreal, 20th June, 1899.

2340

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company will be "The Sterilized Milk Supply Company of Canada."

2. The objects for which its incorporation is sought are :

(a) To deal in milk, sterilize it, pasteurize, condense and humanize it ;

(b) To buy, hire or otherwise acquire all movables and real estate necessary for the proper working of the said business.

3. The said company's chief place of business will be in the city of Québec, in the province of Québec.

4. The amount of the said company's capital stock will be ten thousand dollars (\$10,000).

5. The said stock will be divided into one thousand shares of ten dollars each.

6. The names of the petitioners are as follows : the Honorable François Gilbert Minville Dechêne, advocate, of the city of Québec ; the Honorable Adélar Turgeon, advocate, of the town of Lévis ; John Duncan Duchêne, veterinary surgeon, of the city of Québec ; Alfred Robitaille, manufacturer, of the city of Québec ; William Venner, rentier, of

Venner, rentier, de la cité de Québec; Alphonse Bénoni Dupuis, marchand, de la cité de Québec; Alphonse Amédée Duchêne, marchand, de la cité de Québec, tous sont sujets de Sa Majesté.

7° Les personnes ci-haut nommées, seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

AUGUSTE EDGE,  
Procureur des requérants.

Québec, 22 juin 1899. 2345

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(A) De construire dans la province de Québec, et particulièrement dans la ville de Salaberry de Valleyfield, un patinoir et rond avec auditoire pour le jeu de hockey, pour des joutes de hockey, mascarades et autres jeux d'hiver semblables, d'y tenir des concerts, d'y donner des représentations dramatiques et musicales, construire des baignoires, procurer des jeux et exercices et récréations hygiéniques et instructives, tenir des expositions, conventions, exhibitions, bazars ou tous autres amusements semblables.

(B) De construire, établir, acheter, acquérir, vendre, louer ou entretenir tous terrains et toutes bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les dits objets; emprunter sur bons ou autrement, hypothéquer, aliéner ou autrement disposer des dits immeubles et en acquérir d'autres en remplacement.

(C) De louer les dites bâtisses ou aucune d'elle à une ou plusieurs personnes ou compagnies.

(D) Exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements.

3° La principale place d'affaires et le principal bureau de la compagnie seront dans la ville de Salaberry de Valleyfield.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$10,000, divisé en quatre cents actions de vingt-cinq piastres chacune.

5° Les requérants sont : George M. Loy, gérant de manufacture; Narcisse Langevin, marchand; David Frank Smith, comptable; Joseph Adélaré Trottier, bijoutier, et Charles T. Verner, imprimeur, demeurant tous en la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, lesquels seront les premiers directeurs de la compagnie, et sont tous sujets de Sa Majesté.

R. S. JORON,  
Procureur des requérants.

Salaberry de Valleyfield, 3 juin 1899. 2147 3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera : "The Louiseville Shirt Manufacturing Company limited."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer les chemises, blouses, sous-vêtements de femmes, cravates et tous autres articles de lingerie et autres spécialités en fait de linge; d'en faire le commerce et la vente.

the city of Quebec; Alphonse Benoni Dupuis, merchant, of the city of Quebec; Alphonse Amédée Duchêne, merchant, of the city of Quebec, all subjects of Her Majesty.

7. The persons above named will be the provisional directors of the said company.

AUGUSTE EDGE,  
Attorney for petitioners.

Quebec, 22nd June, 1899. 2346

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth :

1. The proposed name of the company will be : "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2. The purposes for which its incorporation is sought are :

(A) To erect in the province of Quebec, and particularly in the town of Salaberry de Valleyfield, a skating rink with a hall for the game of hockey, hockey matches, mascarades and other such winter sports, to hold concerts there and to give musical and dramatic representations, to construct baths, to procure hygienic and instructive games and exercises, to hold exhibitions, meetings, bazars or other like amusements.

(B) To erect, establish, buy, purchase, sell, lease or otherwise hold all lands and all buildings that may be necessary for the said purposes; to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the said immovables and to acquire others to replace them.

(C) To lease the said buildings or any of them to one or more persons or companies.

(D) To exercise all the powers given by the joint stock companies act and amendments.

3. The principal place of business and the head office of the said company will be in the town of Salaberry de Valleyfield.

4. The capital stock of the said company will be \$10,000, divided into four hundred shares of twenty-five dollars each.

5. The petitioners are : George M. Loy, factory manager; Narcisse Langevin, merchant; David Frank Smith, accountant; Joseph Adélaré Trottier, jeweller, and Charles T. Verner, printer, all residing in the town of Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, who will be the company's first directors, and who are all subjects of Her Majesty.

R. S. JORON,  
Attorney for petitioners.

Salaberry de Valleyfield, 3rd June, 1899. 2148

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, to obtain letters patent incorporating the applicants and such others as may become shareholders, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company will be : "The Louiseville Shirt Manufacturing Company (limited)."

2. The purposes for which its incorporation is asked for are :

(a) To manufacture shirts, blouses, women's under clothing, cravats and other articles of linen ware and other specialties in that line, and to deal in and sell them.

(b) D'acheter, louer ou autrement, acquérir tous biens-meubles et immeubles nécessaires au bon fonctionnement de la dite manufacture.

3° La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans la ville de Louiseville, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00).

5° Le dit fonds social sera divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Joseph Raoul Côté, manufacturier, de la ville de Louiseville ; Alfred Vadebonceur, manufacturier, de la ville de Louiseville ; Napoléon Joseph Côté, marchand manufacturier, de la cité de Montréal ; Fabiola Beaudoin, épouse contractuellement séparée de biens d'avec le dit Joseph Raoul Côté, qui l'autorise à cet effet ; Charles Gaspard Hector Beaudoin, notaire, de la ville de Joliette, tous sont sujets de Sa Majesté.

7° Les trois premiers ci-dessus nommés seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

C. G. H. BEAUDOIN,

Procureur des requérants.

Louiseville, 28 mai 1899.

2083 4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Saint Henry Land Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquérir des immeubles par achat, bail ou titre, et d'ériger ou entretenir des maisons ou autres bâtisses sur les terrains ainsi acquis ; de les vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger et en disposer, ou autrement faire le commerce avec telle propriété ou aucun intérêt en rapport avec icelle, et de développer, améliorer et tracer aucune telle propriété ; avancer de l'argent aux acheteurs ou locataires de la compagnie pour construction de bâtisses ou améliorations ; aider au moyen de bonus ou autrement la construction et l'entretien des tramways ou lignes d'omnibus, chemins, rues ou autres travaux propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et dans le but d'augmenter sa valeur ; prendre des hypothèques, nantissements et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendu par la compagnie ou d'aucun argent dû à la compagnie par les acheteurs ou avancé par la compagnie aux acheteurs pour construction de bâtisses ou autres améliorations.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de deux cent cinquante, de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants (lesquels sont tous sujets anglais), sont comme suit :

Hon. George Alexander Drummond, sénateur, des cité et district de Montréal ; Huntly Redpath Drummond, secrétaire, des cité et district de Montréal ; Edward Wilgrees Parker, commis, des cité et district de Montréal ; William Wallace Watson, secrétaire, des cité et district de Montréal ; Rienzi Athol Mainwaring, agent d'immeubles, des cité et district de Montréal.

Les susdits requérants, l'hon. George A. Drummond, Huntly R. Drummond et Rienzi A. Main-

(b) To buy, lease or acquire otherwise any movables or real estate necessary for the proper working of the said manufacturing business.

3. The chief place of business of the said company will be in the town of Louiseville, in the province of Quebec.

4. The amount of the said company's capital stock will be twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

5. The said capital stock will be divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

6. The full names, residences and callings of the petitioners are as follows :

Joseph Raoul Côté, manufacturer, of the town of Louiseville ; Alfred Vadebonceur, manufacturer, of the town of Louiseville ; Napoléon Joseph Côté, merchant and manufacturer, of the city of Montreal ; Fabiola Beaudoin, wife separated as to property by marriage contract of the said Joseph Raoul Côté, who authorizes her to that effect ; Charles Gaspard Hector Beaudoin, notary, of the town of Joliette, all subjects of Her Majesty.

7. The three first parties hereinabove named will be the provisional directors of the said company.

C. G. H. BEAUDOIN,

Attorney for petitioners.

Louiseville, 28th May, 1899.

2084

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, of the revised statutes of the province of Quebec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "The Saint Henry Land Company."

2. The object for which incorporation is sought, is to acquire real estate by purchase, lease or title, and to erect or maintain houses or other buildings upon the lands so acquired ; to sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of or otherwise deal with such property or any interest therein and to develop, improve and lay out any such property ; to advance money to purchasers or lessees of the company's lands for building purposes or other improvements ; to aid by way of bonus or otherwise in the construction and maintenance of tramways or omnibus lines, roads, streets or other works calculated to render the company's property more accessible and enhance its value ; to take mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase money of any property sold by the company or of any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares is to be two hundred and fifty, of the value of one hundred dollars each.

6. The names in full, with the addresses and callings of each of the applicants (who are all British subjects), are as follows :

Hon. George Alexander Drummond, of the city and district of Montreal, senator ; Huntly Redpath Drummond, of the city and district of Montreal, secretary ; Edward Wilgrees Parker, of the city and district of Montreal, clerk ; William Wallace Watson, of the city and district of Montreal, secretary ; Rienzi Athol Mainwaring, of the city and district of Montreal, real estate agent.

Of the above applicants, the Hon. George A. Drummond, Huntly R. Drummond and Rienzi

waring seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 31 mai 1899. 2107-4

Province de Québec, }  
District of Montreal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2425.

Dalhousie Crevier, électricien, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal,  
Demandeur ;

vs.

Dame Marie Louise St. Denis, épouse commune en biens du dit Dalhousie Crevier, du même lieu,  
Défenderesse.

Le demandeur a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre la défenderesse.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats du demandeur.  
Montréal, 19 juin 1899. 2315

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Pas hink ofs Ry, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs.

Jacob Pas hink ofs Ry, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JOS. BARNARD,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 15 juin 1899. 2277

Province de Québec, }  
District of Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 531.

Rose Anna Valade, épouse de Ferdinand Parent, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Ferdinand Parent, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. VICTOR LEONARD,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Jérôme, 1er juin 1899. 2211-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marguerite Perron, épouse commune en biens de Louis Bourdeau, rentier, du village de Laprairie, et dûment autorisée par un juge de la cour supérieure,  
Demanderesse ;

et

Le dit Louis Bourdeau, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée ce jour, contre le défendeur.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 14 juin 1899. 2231-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2931.

Dame Anastasie Tessier, de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Louis Lalonde,  
Demanderesse ;

vs.

Louis Lalonde, entrepreneur, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens fut intentée, ce jour, contre le défendeur.

MASSON & LAMOTHE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 15 mai 1899. 2017-5

A. Mainwaring are to be the first or provisional directors.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 31st May, 1899. 2108

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2425.

Dalhousie Crevier, electrician, of the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal,  
Plaintiff ;

vs.

Dame Marie Louise St. Denis, wife commune en biens of the said Dalhousie Crevier, of the same place,  
Defendant.

The plaintiff has, this day, taken an action as to bed and board from the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 19th June, 1899.

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Pas hink ofs Ry, tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice,

vs.

Jacob Pas hink ofs Ry, Défendeur.  
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

JOS. BARNARD,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 15th June, 1899. 2278

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 531.

Rose Anna Valade, wife of Ferdinand Parent, of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne,  
Plaintiff ;

vs.

The said Ferdinand Parent, Défendeur.  
An action for separation of property has been instituted in this cause.

J. VICTOR LEONARD,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Jérôme, 1st June, 1899. 2212

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marguerite Perron, wife common as to property of Louis Bourdeau, gentleman, of the village of Laprairie, duly authorized by a judge of the superior court,  
Plaintiff ;

and

The said Louis Bourdeau, Défendeur.  
An action for separation from bed and board has been intituted this day, against the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 14th June, 1899. 2232

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2931.

Dame Anastasie Tessier, of Montreal, said district, wife common as to property of Louis Lalonde,  
Plaintiff ;

vs.

Louis Lalonde, contractor, of the same place, Défendeur.  
An action for separation of property has been instituted, this day, against the defendant.

MASSON & LAMOTHE,  
Attorneys for plaintiff  
Montreal, 15th May, 1899. 2018

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 3089.  
 Dame Martha Bertha Whitman, épouse commune  
 en biens de Leo Lorenzo Thomas, de la paroisse  
 de la Présentation de la Sainte-Vierge, fermier,  
 dûment autorisée à ester en justice aux fins des  
 présentes, Demanderesse ;  
 vs.  
 Le dit Leo Lorenzo Thomas, Défendeur.  
 La demanderesse a, ce jour, intenté une action  
 en séparation de biens contre son dit mari.

CAMPBELL, MEREDITH, ALLAN  
 & HAGUE,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 29 mai 1899. 2213-2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1140.  
 Sarah Trudel, épouse de Philius Monette, de la cité  
 et du district de Montréal, Demanderesse ;  
 vs.  
 Le dit Philius Monette, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause.

BEAUDIN, CARDINAL,  
 LORANGER & ST GERMAIN,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 10 mai 1899. 2045-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No. 3164.  
 Dame Sarah Leventhan, des cité et district de  
 Montréal, ép use commune en biens de Charles  
 Pierce, du même lieu, marchand, dûment autorisée  
 à ester en justice, Demanderesse ;  
 vs.  
 Charles Pierce, de la dite cité de Montréal,  
 Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 par la demanderesse contre le défendeur.  
 S. W. JACOBS,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Montréal, 2 juin 1899. 2197-3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2116.  
 Dame Agnès *alias* Aggie Keegan, de la ville de  
 Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse  
 de Michael Griffin, journalier, du même lieu, due  
 ment autorisée par un juge de la cour supérieure, a,  
 ce jour, pris une action en séparation de corps et de  
 biens contre son mari.

BISAILLON & BROSSARD,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 27 mai 1899. 2159-3

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
 No. 528.  
 Dame Marguerite *alias* Maggie Laviolette, de  
 Saint-Eustache, dit district, épouse de Archibald  
*alias* Archie Stewart, cultivateur, du même lieu, a,  
 ce jour, institué une action en séparation de corps  
 et de biens contre son dit époux.  
 J. D. LEDUC  
 Avocat de la demanderesse.  
 Sainte-Scholastique, 29 mai 1899. 2111-2

Une assemblée générale des actionnaires de la  
 "The Hull Electric Company." sera tenue au  
 bureau principal de la compagnie, à Aylmer, Québec,  
 mercredi, le 5e jour de juillet 1899, à 2.30 P. M.,  
 pour l'élection des directeurs pour l'année suivante,  
 et pour la transaction d'autres affaires.

W. R. TAYLOR,  
 Secrétaire-trésorier.  
 Aylmer, Qué., 20 juin 1899. 2327

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3089.  
 Dame Martha Bertha Whitman, wife common as to  
 property of Leo Lorenzo Thomas, of the parish of  
 the Presentation of the Holy Virgin, farmer,  
 duly authorized to appear before the courts for  
 the purpose of these presents, Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Leo Lorenzo Thomas, Defendant.  
 The plaintiff has, this day, instituted an action  
 for separation as to property against her said  
 husband.

CAMPBELL, MEREDITH, ALLAN  
 & HAGUE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 29th May, 1899. 2214

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1140.  
 Sarah Trudel, wife of Philius Monette, of the city  
 and district of Montreal, Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Philius Monette, Defendant.  
 An action for separation of property has been  
 instituted in this cause.

BEAUDIN, CARDINAL,  
 LORANGER & ST GERMAIN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 10th May, 1899. 2046

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3164.  
 Dame Sarah Leventhan, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Charles  
 Pierce, of the same place, merchant, and duly  
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;  
 vs.  
 Charles Pierce, of the said city of Montreal,  
 Defendant.  
 An action in separation of property has been  
 instituted by plaintiff against defendant.  
 S. W. JACOBS,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 2nd June, 1899. 2198

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2116.  
 Dame Agnès *alias* Aggie Keegan, of the town of  
 Saint Louis, in the district of Montreal, wife of  
 Michael Griffin, laborer, of the same place, duly  
 authorized by a judge of the superior court, has,  
 this day, taken an action as to bed and board from  
 her husband.

BISAILLON & BROSSARD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 27th May, 1899. 2160

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
 No. 528.  
 Mrs. Marguerite *alias* Maggie Laviolette, of  
 Saint-Eustache, said district, wife of Archibald  
*alias* Archie Stewart, farmer, of the same place has, this  
 day, instituted an action in separation from bed  
 board and property against her said husband.  
 J. D. LEDUC,  
 Plaintiff's attorney.  
 Sainte Scholastique, 29th May, 1899. 2112

A general meeting of the shareholders of The  
 Hull Electric Company, will be held at the head  
 office of the company, at Aylmer, Quebec, on  
 Wednesday, the 5th day of July, 1899, at 2.30 P. M.,  
 for the purpose of electing directors for the ensuing  
 year, and for the transaction of other business.

W. R. TAYLOR,  
 Secretary treasurer.  
 Aylmer, Que., 20th June, 1899. 2328

## BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Examens de juillet 1899.—July examinations, 1899.

Candidats pour admission à la pratique.—Candidates for admission to practice.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Lesage.....	Jules S.....	Plus de 21 ans.—Over 21 years	Québec.
Grenier.....	Louis Philippe.....	31 ans—years	do
Cabana.....	Charles C.....	26 "	Sherbrooke.
Couillard.....	J. L. F. Antonio.....	24 "	Rimouski.
Chauveau.....	Charles A.....	22 "	Québec.
Cannon.....	Lawrence Arthur.....	22 "	do
Hudon.....	Joseph A.....	24 "	do
Chapleau.....	Joseph Eugène.....	24 "	Hedleyville.
Bergeron.....	Robert.....	25 "	Québec.
Lapointe.....	J. A. Simon.....	26 "	Malbaie.
Tremblay.....	Joseph Arthur.....	25 "	Sweetsburg.

CHARLES DEGUISE,

Sec. B. Q.

2303-04

Québec, 17 juin—Quebec, 17th June, 1899.

## BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION D'ARTHABASKA.—SECTION OF ARTHABASKA.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of law.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Laliberté.....	Napoléon.....	23 ans—years	Warwick.
Gravel.....	Alphonse.....	24 "	Plessisville.

AUGUSTE NOEL,

Sec. B. Arthabaskaville.

2281-82

Arthabaskaville, 15 juin—15th June, 1899.

## BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

SECTION DE BEDFORD.—SECTION OF BEDFORD.

Examens de juillet 1899.—July examinations, 1899.

Candidats à la pratique.—Candidates to practice law.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.
Carter.....	William F.....	25 ans—years	Cowansville, Quebec.

A. J. E. LEONARD,

Sec. du Barreau de Bedford—Sec. Bar of Bedford.

2319-20

Sweetsburg, 17 juin—17th June, 1899.

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour admission à l'étude du droit. Juillet 1899.

Candidates for admission to study law. July, 1899.

Noms—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidences.	Collèges.
1 Adams.....	Byron, A.....	19	Adamsville.....	Montreal College Ins.
2 Barry.....	James, F.....	23	Longueuil.....	Lambert de Roode.
3 Beaudry.....	Adrien.....	19	Saint-Mars.....	Saint Hyacinthe.
4 Beaulieu.....	Emery.....	20	Montreal.....	Sainte Marie.
5 Benoît.....	Alderic.....	21	Mont Johnson, P. Q.	Collège d'Iberville.
6 Brazeau.....	Arthur.....	19	".....	"
7 Brown.....	Ernest, N.....	31	".....	Dalhousie University and Clark University, Mass.
8 Caron.....	Melasippe.....	20	Lachenaie.....	L'Assomption.
9 Couper.....	William, W.....	24	Montreal South.....	Montreal College Inst.
10 Cousineau.....	Louis.....	20	Montréal.....	Sainte Thérèse.
11 Dalbec.....	Hector.....	20	".....	Sainte Marie.
12 DeLorimier.....	Jos. G. G.....	18	".....	"
13 Donahue.....	Charles.....	18	Québec.....	Lambert de Roode.
14 Emard.....	Charles.....	21	Montréal.....	Sainte Marie.
15 Fauteux.....	Fagidius.....	22	Sainte Cunégonde.....	Sainte Thérèse et Collège de Montréal.
16 Fournier.....	L. Philippe.....	24	Marieville.....	Marieville.
17 Gagné.....	Arthur.....	21	Montréal.....	Bourget et Sainte Marie.
18 Gariépy.....	Wilfrid.....	22	".....	Saint Laurent et Séminaire de Philosophie.
19 Gravel.....	Joseph.....	19	".....	Lambert de Roode.
20 Jalbert.....	Wilfrid.....	20	Saint Denis.....	Saint Hyacinthe.
21 Laferrrière.....	Louis, S.....	22	Sainte Thérèse.....	Sainte Thérèse.
22 Lalonde.....	Gustave.....	21	Sainte Scholastique.....	"
23 Leclerc.....	R. T.....	18	Montréal.....	Ste-Marie et Lambert de Roode.
24 Lécuyer.....	J. Samuel.....	19	Saint Aicet.....	Bourget.
25 Letendre.....	Fred. E.....	19	Montréal.....	Mont Saint Louis, Abingdon.
26 Léveillé.....	Lionel E.....	23	Joliette.....	Joliette.
27 Madore.....	Louis.....	19	Montréal.....	Sainte Marie.
28 Mitchell.....	Walter G.....	22	Drummondville.....	"
29 Mitchell.....	Holley L.....	19	".....	Montreal College Inst.
30 Ogden.....	Charles G.....	19	Montréal.....	McGill, Queen's, Saint Francis.
31 Péloquin.....	Roméo.....	19	".....	Sainte Marie.
32 Phelan.....	M. Arthur.....	24	".....	Bishop's College.
33 Renaud.....	Gustave.....	20	".....	Sainte Marie, L'Assomption.
34 Reneault.....	Joseph Ed.....	19	".....	Sainte Marie et de Roode.
35 Rhéaume.....	Théodule.....	22	Somerville, Mass.....	"
36 Robillard.....	L. G.....	.....	.....	"
37 Rochon.....	Gédéon.....	21	Saint Jérôme.....	Sainte Thérèse.
38 Springle.....	Hobart A.....	.....	.....	.....
39 Staveley.....	William R.....	18	Montréal.....	Montreal College Inst.
40 Théberge.....	Albert.....	19	".....	Private tuition.
41 Trudeau.....	Léon T. A.....	22	Napierville.....	Joliette.
42 Vipond.....	Ernest E.....	21	Montréal.....	Montreal College Inst. and McGill.
43 Vipond.....	Hébert S.....	19	".....	Montreal College Inst.
44 Wainwright.....	Arnold.....	19	".....	McGill College.
45 Wood.....	Albert.....	23	".....	Montreal College Inst.

2225-26-2

J. C. WALSH,  
Secrétaire, Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

## BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

SECTION DE BEDFORD.—SECTION OF BEDFORD.

Examens de juillet 1899.—July examinations 1899.

Candidats à la pratique.—Candidates to practice law.

Noms—Names.	Prénoms—Surnames.	Age.	Résidence.
Ball.....	William Sargent.....	28 ans—years.....	East Bolton.
Lynch.....	William Harold.....	22 ans—years.....	Mansonville.

Sweetsburg, 13 juin—13th June, 1899.

A. J. E. LEONARD,  
Sec. Barreau de Bedford.—Sec. Bar of Bedford.  
2265-66-2

Canada, }  
Province of Québec. }  
**DISTRICT ELECTORAL DE MATANE.**

ELECTION DU 11 JANVIER 1899.

Résumé du compte de dépenses électorales du candidat Herménégilde Boulay :

Pour passages à bord des chars, dépêches télégraphiques, voitures, charretiers, pension, loyers de maisons pour comités, copies de listes électorales, etc..... \$63 40  
(Signé) H. BOULAY.

Attesté sous serment devant moi, à Rimouski, ce 13e jour du mois de juin 1899.  
(Signé) JULES E. LARUE,  
Juge.

J. B. SAUCIER,  
Officier-rapporteur. 2343

**AVIS POUR ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.**

Joseph Henri Laurier, âgé de 35 ans, résidant à Arthabaskaville, district d'Arthabaska.  
AUGUSTE NOEL,  
2229-2 Sec. B. A.

**Avis de Faillites**

**En l'affaire de J. A. Dupont & Cie., Failli.**  
Avis est par le présent donné que Dame Lucinda Bettez, faisant affaires à Trois-Rivières, sous les nom et raison de J. A. Dupont & Cie., le 10e jour de juin courant, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Trois-Rivières.

EDWARD G. WIGGETT,  
Gardien provisoire. 2295

Trois-Rivières, 17 juin 1899.

**Dans l'affaire de Emile Bresse, Québec, Failli.**

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4 juillet 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,  
Curateur. 2273

Bureau de Geo. Darveau,  
244 rue Saint-Joseph, Saint-Roch.  
Québec, 17 juin 1899.

Province de Québec, }  
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*

Thibaudeau, Frères & Cie,  
Requérant cession ;  
et

Dame N. Fortin, née Julienne Dion, Débitrice.  
Avis est par le présent donné que madame N. Fortin, née Julienne Dion, de Saint-Michel de Bellechasse, marchande, le 21e jour de juin 1899, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montmagny.

GEO. LEFAIVRE,  
Gardien provisoire. 2347

Québec, 21 juin 1899.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Tester & Co., de Montréal,  
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à

Canada, }  
Province of Québec. }  
**ELECTORAL DISTRICT OF MATANE.**

ELECTION OF THE 11TH JANUARY, 1899.

Summary of the statement of account of the election expenses of the candidate Herménégilde Boulay :

For travelling expenses by railway, telegrams, carter's hire and rent of houses for committees, board, copies of election lists, &c ..... \$63 40  
(Signed) H. BOULAY.

Attested under oath before me, at Rimouski, this 13th day of the month of June, 1899.  
(Signed) JULES E. LARUE,  
Judge.

J. B. SAUCIER,  
Returning officer. 2344

**NOTICE FOR THE ADMISSION TO PRACTICE OF LAW.**

Joseph Henri Laurier, aged 35 years, residing at Arthabaskaville, district of Arthabaska.  
AUGUSTE NOEL,  
2230 Sec. B. A.

**Bankrupt Notices**

**In re J. A. Dupont & Cie., Insolvent.**  
Notice is hereby given that Dame Lucinda Bettez, carrying on business at Three Rivers, under the style and firm of J. A. Dupont & Cie., have, the 10th day of June instant, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers.

EDWARD G. WIGGETT,  
Provisional guardian. 2296

Three Rivers, 17th June, 1899.

**In the matter of Emile Bresse, Québec, Insolvent.**

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 4th of July, 1899, after which date this dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,  
Curator. 2274

Office of Geo. Darveau,  
244 Saint-Joseph street, Saint-Roch.  
Québec, 17th June, 1899.

Province of Québec, }  
District of Montmagny. } *Superior Court*

Thibaudeau, Frères & Cie,  
Petitioners for assignment ;  
and

Dame N. Fortin, née Julienne Dion, Debtor.  
Notice is hereby given that Dme N. Fortin, née Julienne Dion, of Saint Michel de Bellechasse, trader, the 21st day of June, 1899, has made an abandonment of her estate for the benefit of her creditors at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Montmagny.

GEO. LEFAIVRE,  
Provisional guardian. 2348

Québec, 21st June, 1899.

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Tester & Co., of Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, 10th day of July,

lundi, le 10e jour de juillet 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.  
2341

Montréal, 21 juin 1899.

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Auguste Philippon, Saint-Evariste de Forsyth, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 19 juin 1899, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau de Paradis & Jobin,  
44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 22 juin 1899. 2331

Province de Québec, }  
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que C. H. Beaulieu, marchand, de New Carlisle, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 16e jour de juin 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Gaspé, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau de Paradis & Jobin,  
44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 22 juin 1899. 2333

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Léon Rondeau, épicier, Québec, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 juillet prochain, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,  
Curateurs-conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 22 juin 1899. 2329

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Robitaille, Frère & Cie, marchands, de la cité de Québec, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 16ième jour de juin 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau de Paradis & Jobin,  
44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 22 juin 1899. 2335

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
Province de Québec, } JAMES McCARTHY,  
District de Beauharnois. } Demandeur; contre  
No 329. } WILLIAM F. LONG,  
Défendeur.

1899, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.  
2342

Montreal, 21st June, 1899.

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
In the matter of Auguste Philippon, Saint Evariste de Forsyth, Insolvent.

Notice is hereby given that by a virtue of an order of the court, dated 19th June, 1899, I have been appointed curator to the benefit of this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office of Paradis & Jobin,  
44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
Québec, 22nd June, 1899. 2332

Province of Quebec, }  
District of Gaspé. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that C. H. Beaulieu, merchant, of New Carlisle, has, on the 16th day of June, 1899, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotaire's office of the superior court for the district of Gaspé, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office of Paradis & Jobin,  
44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
Québec, 22nd June, 1899. 2334

Province of Quebec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of Léon Rondeau, Québec, grocer, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 10th of July next, after which date dividend will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,  
Joint Curators.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
Québec, 22nd June, 1899. 2330

Province of Quebec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Robitaille, Bros & Co, merchants, of Québec, have, on the 16th day of June, 1899, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotaire's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office of Paradis & Jobin,  
44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
Québec, 22nd June, 1899. 2336

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
Province of Québec, } JAMES McCARTHY,  
District of Beauharnois. } Plaintiff; against  
No. 329. } WILLIAM F. LONG,  
Defendant.

Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Lambton, dans le village d'Orms town, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de Saint-Malachie d'Orms town, sous le numéro trois cent quatre (304)—avec les bâtisses sus-érigées et avec l'usage en commun d'une ruelle située entre le dit lot No 304 (trois cent quatre) et G. C. Campbell.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie d'Orms town, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 21 juin 1899. 2317  
[Première publication, 24 juin 1899.]

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DU MAIRE.

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **L** A VILLE DE SAINT-  
No 85. } **J** JEAN, corps politique  
et incorporé, ayant son siège d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, et **D**AME **M**ARIE ANNE MARCHAND, ci-devant de la dite ville de Saint-Jean, et maintenant de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, veuve de feu Louis Decelles, en son vivant de la dite ville de Saint-Jean, saisie :

Un lot de terre de la contenance de soixante et douze pieds de front par cent quarante-quatre pieds de profondeur, plus ou moins, situé au côté est de la rue Champlain, dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant le numéro cent quatorze (No 114), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jean susdite—avec une maison en briques, une maison en bois et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 16 juin 1899. 2279  
[Première publication, 24 juin 1899.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **L** 'HONORABLE THO-  
No. 2629. } **M** MAS PHILIPPE  
**P**ELLETTIER, marchand et conseiller législatif, de la paroisse de Trois-Pistoles, Demandeur ; contre **A**RTHUR **L**A FRANCE, de la paroisse de Sainte-Françoise, Défendeur, c'est à savoir :

1° Une terre située au premier rang de la paroisse de Sainte-Françoise, contenant un arpent de front sur trente-deux de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la dite paroisse de Sainte-Françoise, sous le numéro soixante et sept (No. 67).

A lot of land situate on Lambton street, in the village of Orms town, known and designated on the official plan and book of reference of Saint Malachie of Orms town, as number three hundred and four (304)—with the buildings thereon erected, and the use in common of a lane situated between the said lot No. 304 (three hundred and four) and G. C. Campbell.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Malachie of Orms town, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 21st June, 1899. 2318  
[First published, 24th June, 1899.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### MAYOR'S WARRANT.

*Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **T**HE TOWN OF SAINT  
No. 85. } **J** JOHNS, body politic  
and incorporated having its place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, and **D**AME **M**ARIE ANNE MARCHAND, heretofore of the said town of Saint Johns, and now of the town of Farnham, in the district of Bedford, widow of the late Louis Decelles, in his lifetime of the said town of Saint Johns, seized :

A lot of land containing seventy-two feet in front by one hundred and forty four feet in depth, more or less, situate on the east side of Champlain street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the lot number one hundred and fourteen (No. 114), on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns—with a brick house, a wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 16th June, 1899. 2280  
[First published, 24th June, 1899.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **T**HE HONORABLE  
No. 2629. } **T** THOMAS PHILIPPE  
**P**ELLETTIER, of the parish of Trois-Pistoles, legislative councillor and merchant, Plaintiff ; against **A**RTHUR **L**A FRANCE, of the parish of Sainte-Françoise, Defendant, to wit :

1. A land situate in the first range of the parish of Sainte-Françoise, containing one arpent in front by thirty-two in depth, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata, for the parish of Sainte-Françoise, as number sixty-seven (No. 67).

2° Une autre terre située au même endroit, contenant quarante-trois arpents en superficie, connu et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels du même cadastre, sous le numéro soixante et huit (No 68)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Une autre terre située au même endroit, contenant un arpent et neuf perches de front, plus ou moins, sur quarante-deux arpents de profondeur, connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels du même cadastre, sous les numéros soixante et quatorze et soixante et dix-sept (Nos 74 et 77)—sans bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Françoise, MARDI, le QUATRIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT, Shérif.  
Bureau du shérif, Fraserville, 29 mai, 1899. 2113-2  
[Première publication, 3 juin 1899.]

2. Another lot of land situate at the same place, containing forty-three arpents in area, known and designated on the said official plan and book of reference of the same cadastre, as number sixty-eight (No. 68)—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Another lot of land situate at the same place, containing one arpent and nine perches in front, more or less, by forty-two arpents in depth, known and designated on the said official plan and book of reference of the same cadastre, as numbers seventy-four and seventy seven (Nos. 74 and 77)—without any buildings.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Françoise, on TUESDAY, the FOURTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT, Sheriff.  
Sheriff's Office, Fraserville, 29th May, 1899. 2114  
[First published, 3rd June, 1899.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } PIERRE TREPANIER, }  
District de Québec. } navigateur, du Château }  
No 723. } Richer : vs MAGLOIRE }  
GAUDREULT, de Saint-Roch des Aulnets, }  
savoir :

Une terre bornée au nord au vieux chemin, au sud au chemin de fer, au nord-est à J. B. Lévêque, au sud-ouest à Désiré Castonguay, connue comme faisant partie du numéro quatre cent six (406), du cadastre officiel de Saint-Roch des Aulnets.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Roch des Aulnets, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montmagny, 20 juin 1899. 2321  
[Première publication, 24 juin 1899.]

Sheriff's Sales—Montmagny

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
*Superior Court.*

Province of Quebec, } PIERRE TREPANIER, }  
District of Quebec. } sailor, of Château Ri- }  
No. 723. } cher : vs MAGLOIRE GAU- }  
DREAULT, of Saint Roch des Aulnets, to wit :

A land bounded on the north by the old road, on the south by the railway, on the north east by J. B. Leveque, on the south west by Désiré Castonguay, known as forming part of number four hundred and six (406), of the official cadastre of Saint Roch des Aulnets.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch des Aulnets, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at NOON. The said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montmagny, 20th June, 1899. 2322  
[First published, 24th June, 1899.]

Ventes par le Shérif—Montreal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JEAN-BAPTISTE BOU- }  
No 459. } DREAULT, avocat, de }  
la cité et du district de Montréal, Demandeur ; }  
contre les terres et tenements de JOSEPH REIN- }  
HARDT, boucher, du même lieu, Défendeur. }

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal; borné en front par l'Avenue Mont-Royal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du village de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, comme le lot (No 4) numéro quatre, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt neuf (329)—avec toute la bâtisse dessus construite et avec l'usage en commun d'une ruelle située en arrière du dit lot.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de

Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JEAN BAPTISTE BOU }  
No. 459. } DREAULT, advocate, of }  
the city and district of Montreal, Plaintiff ; against }  
the lands and tenements of JOSEPH REIN- }  
HARDT, butcher, of the same place, Defendant. }

A lot of land situate and being in the city of Montreal; bounded in front by Mount Royal Avenue, known and described on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the village of Côte Saint-Louis, county of Hochelaga, as lot (No. 4) number four, of the official subdivision of lot number three hundred and twenty-nine (329)—with the whole of the building thereon erected, and with the use in common of a lane situate in rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif. Montréal, 20 juin 1899. [Première publication, 24 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Terrebonne.*

Montréal, à savoir: } **L** OUIS NAPOLEON DU-  
Nos 75-80. } **L** PUIS, rentier, de la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de DAME MARIE OLIVINE STE-MARIE, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Joseph Louis Barré, de la dite cité de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et MAGLOIRE OUMET, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, Défendeurs, et le dit Magloire Oumet, entrepreneur, de la ville de Saint-Jérôme, dit district, demandeur en garantie, et la dite Dame Marie Olivine Ste-Marie, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Joseph Louis Barré, de la dite cité de Montréal, commerçant, et le dit Joseph Louis Barré, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défendeurs en garantie, telle que mentionnée en la cédule "A", annexée au bref en cette cause.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse en garantie, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision trente-trois, du lot officiel numéro douze (12-33), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées, contenant vingt-quatre pieds de front sur la rue Rachel, par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec droit de passage en commun dans une ruelle portant le numéro trente-six c (36c), subdivision du dit lot numéro douze (12-36c).

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 juin 1899. [Première publication, 24 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)**

*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **W** ILLIAM ALEXANDER  
No 11586. } **W** HASTINGS, gérant, de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de HENRY GOODRICK ET HENRY LOUCH, tous deux de la cité de Montréal, Défendeurs.

Un lot de terre ou emplacement faisant front sur la rue Carrière, dans le quartier Saint-Denis, de la dite cité de Montréal, ci-devant ville de la Côte Saint-Louis, particulièrement connu et désigné comme lot de cadastre numéro deux cent quatre-vingt-douze (292), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga—avec une maison en pierre, une maison en bois et autres bâtisses sus-érigées, avec tous droits et circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif. Montréal, 30 mai 1899. [Première publication, 3 juin 1899.]

on the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 20th June, 1899. [First published, 24th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Terrebonne.*

Montreal, to wit: } **L** OUIS NAPOLEON DU-  
Nos. 75-80. } **L** PUIS, rentier, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME MARIE OLIVINE STE-MARIE, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Louis Barré, of the said city of Montreal, and this latter, in so far as need be to authorize his wife hereunto, and MAGLOIRE OUMET, of the town of Saint Jerome, district of Terrebonne, Defendants, and the said Magloire Oumet, contractor, of the said town of Saint Jerome, said district, plaintiff in warranty, and the said Dame Marie Olivine Ste-Marie, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Louis Barré, of the said city of Montreal, trader, and the said Joseph Louis Barré, a party hereunto to authorize his said wife for the purposes hereof, defendants in warranty, such as set forth in the schedule "A", annexed to the writ in this cause.

Seized as belonging to the said Defendant in warranty, the following lot, to wit:

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision thirty-three of the official lot number twelve (12-33), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, county of Hochelaga—with the buildings thereon erected, containing twenty-four feet in front on Rachel street, by eighty-five feet in depth, more or less, english measure—with right of passage in common in a lane bearing the number thirty-six c (36c), subdivision of said lot number twelve (12-36c).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 21st June, 1899. [First published, 24th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)**

*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **W** ILLIAM ALEXANDER  
No. 11586. } **W** HASTINGS, of Montreal, manager, Plaintiff; against the lands and tenements of HENRY GOODRICK AND HENRY LOUCH, both of the city of Montreal, Defendants.

A certain lot of land or emplacement fronting on Carrière street, in the Saint Denis ward, of the said city of Montreal, formerly the town of Côte Saint Louis, properly known and described as cadastral lot number two hundred and ninety-two (292), on the official plan and in the book of reference of the village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga—with a stone house, a wooden house and other buildings thereon erected, and with all rights and appurtenances into said property belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 30th May, 1899. [First published, 3rd June, 1899.]

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **THOMAS HOBBS**, du canton d'Aylwin, dans le district d'Ottawa, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de **HENRY HOBBS**, du même lieu, Défendeur.

Saisies comme appartenant au dit défendeur, à à savoir :

1° La moitié indivise du lot numéro un (1), rang B, dans le dit canton de Wright, dans le dit district d'Ottawa.

2° La moitié indivise du lot numéro cinquante-deux (52), du septième rang du canton d'Aylwin, dit district d'Ottawa, suivant le plan et livre de renvois officiels pour les dits cantons—avec toutes les bâtisses et améliorations ci-dessus.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**COUTLEE & WRIGHT,**

Bureau du Shérif, Hull, 21 juin 1899. Shérif. 2365

[Première publication, 24 juin 1899.]

## Ventes par le Shérif—Pontiac

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

District de Pontiac. } **THE WATEROUS**  
No 272. } **ENGINE WORKS**  
**COMPANY LTD.**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Brantford, Ontario, Demanderesse ; contre **PHILIPPE BOUCHER** ALIAS **ONEZIME BOUCHER**, **EUSEBE BOUCHER** ET **NARCISSE BOUCHER**, de Ville Marie, Défendeurs, à savoir :

1° Tous les droits, réclamations, améliorations et bâtisses sur le lot numéro dix (No 10), dans le rang quatre, du canton de Guigues, dans le district de Pontiac.

2° Tous les droits, réclamations, améliorations et bâtisses sur le lot numéro douze, dans le rang six, du dit canton de Guigues, en la possession de Eusèbe Boucher.

3° Tous les droits, réclamations, améliorations et bâtisses sur le lot numéro douze, dans le rang cinq du dit canton, aussi tous les droits, réclamations, améliorations et bâtisses sur les lots numéro onze et quarante, dans le sixième rang du dit canton de Guigues, dans le district de Pontiac, en la possession de Narcisse Boucher—circonstances et appartenances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le **VINGT-UNIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**SIMOM McNALLY,**

Bureau du Shérif, Bryson, 16 juin 1899. Shérif. 2305

[Première publication, 24 juin 1899.]

## Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **THOMAS HOBBS**, of the No. 442. } **T**ownship of Aylwin, in the district of Ottawa, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of **HENRY HOBBS**, of the same place, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit :

1. The undivided half of lot number one (1), range B, in the township of Wright, in the said district of Ottawa.

2. The undivided half of lot number fifty-two (52), in the seventh range of the township of Aylwin, in said district, according to the official plan and book of reference for said townships—with all the buildings and improvements thereon.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the **TWENTY-FIFTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**COUTLEE & WRIGHT,**

Sheriff's Office, Hull, 21st June, 1899. Sheriff. 2366

[First published, 24th June, 1899.]

## Sheriff's Sales—Pontiac

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

**FIERI FACIAS.**

District of Pontiac. } **THE WATEROUS**  
No. 272. } **ENGINE WORKS**  
**COMPANY LTD.**, a body politic and corporate having its principal place of business at Brantford, Ontario, Plaintiff's ; against **PHILIPPE BOUCHER** ALIAS **ONEZIME BOUCHER**, **EUSEBE BOUCHER** AND **NARCISSE BOUCHER**, of Ville-Marie, Defendant, to wit :

1. All the rights, claims, improvements and buildings on lot number ten (No. 10), in range four, of the township of Guigues, in the district of Pontiac.

2. All the rights, claims, improvements and buildings on lot number twelve, in range six, of the said township of Guigues, in the possession of Eusèbe Boucher.

3. All the rights, claims, improvements and buildings on lot number twelve, in range five, of the said township, also all the rights, claims, improvements and buildings on lots number eleven and forty in the sixth range of the said township of Guigues, in the district of Pontiac, in the possession of Narcisse Boucher—with all and every the numbers and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the registrars office in the village of Bryson, on the **TWENTY-FIRST** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**SIMON McNALLY,**

Sheriff's Office, Bryson, 16th June, 1899. Sheriff. 2306

[First published, 24th June, 1899.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS**  
 Québec, à savoir : } **R** **EAL HUOT**, cuisinier, de No 226, } la paroisse de Charlesbourg, dans le comté de Québec; contre **ALPHONSE HUOT**, de la paroisse de Charlesbourg, dans le comté de Québec, à savoir :

1° Le lot No 387 (trois cent quatre-vingt-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un morceau de terre situé au lieu appelé "Trait-quarré"—avec bâtisses.

2° Le lot No 661 (six cent soixante et un), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un morceau de terre situé au lieu appelé "Trait-quarré".

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**

Bureau du Shérif, Québec, 22 juin 1899. Shérif. 2355  
 [Première publication, 24 juin 1899.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **L** **A CITE DE QUEBEC**; No 2179. } contre **MARIE-LOUISE BELAND**, des cité et district de Québec, veuve de Jacques Légaré, à savoir :

Le lot No 1275 (douze cent soixante et quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Bagot—avec bâtisses; sujet à une rente annuelle de six piastres, payable le 29 juin aux Rév. Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-HUITIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**

Bureau du Shérif, Québec, 22 juin 1899. Shérif. 2349  
 [Première publication, 24 juin 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **R** **ODOLPHE JULES** No 372. } **DEMERS**, courtier, de la ville de Montréal; contre **CAMILLE PROVOST**, de la ville de Montréal, entrepreneur, de Georges Beaucage et de Damase Naud, ces deux derniers, entrepreneurs, de la paroisse de Saint-Alban, district de Québec, tant personnellement que comme ayant antérieurement fait affaires ensemble en société pour la construction de l'église appelée "Knox Church", en la dite ville de Montréal, sous la raison sociale de Beaucage, Provost & Naud.

Saisi comme appartenant au dit Georges Beaucage, à savoir :

Le No 1 (un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située au quatrième rang des carrières—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban, le **VINGT-HUITIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

**CHAS. A. ERN. GAGNON,**

Bureau du Shérif, Québec, 22 juin 1899. Shérif. 2353  
 [Première publication, 24 juin 1899.]

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **R** **EAL HUOT**, cook, of the No. 226. } **R** parish of Charlesbourg, in the county of Quebec; against **ALPHONSE HUOT**, of the parish of Charlesbourg, in the county of Quebec, to wit :

1. Lot No. 387 (three hundred and eighty-seven), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being a lot of land situate at the place called *Trait-quarré*—with buildings.

2. Lot No. 661 (six hundred and sixty-one), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being a lot of land situate at the place called *Trait-quarré*.

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, on the **TWENTY-NINTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**

Sheriff's office, Québec, 22nd June, 1899. Sheriff. 2356  
 [First published, 24th June, 1899.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **T** **HE CITY OF QUEBEC**; No. 2179. } against **MARIE LOUISE BELAND**, of the city and district of Quebec, widow of Jacques Légaré, to wit :

Lot No. 1275 (twelve hundred and seventy-five), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, of the city of Quebec, being a lot situate on Bagot street—with buildings; subject to an annual rent of six dollars, payable on the 29th June, to the *Rév. Dames Religieuses de l'Hôtel Dieu de Québec*.

To be sold at my office, in the city of Quebec the **TWENTY-EIGHTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**

Sheriff's office, Québec, 22nd June, 1899. Sheriff. 2350  
 [First published, 24th June, 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **R** **ODOLPHE JULES DEMERS**, No. 372. } **R** broker, of the city of Montreal; against **CAMILLE PROVOST**, of the city of Montreal, contractor, Georges Beaucage and Damase Naud, the two latter, contractors, of the parish of Saint-Alban, district of Quebec, as well personally as having heretofore done business together, in partnership, for the construction of the church called "Knox Church," in the said town of Montreal, under the style and firm of Beaucage, Provost & Naud.

Seized as belonging to the said Georges Beaucage, to wit :

Number 1 (one), of the official cadastre of the parish of Saint-Alban, county of Portneuf, being a land situate on the fourth range of the quarries—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Alban, the **TWENTY-EIGHTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**

Sheriff's Office, Québec, 22nd June, 1899. Sheriff. 2354  
 [First published, 24th June, 1899.]

**FIERI FACIAS.***Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC ;**  
 No 2560. } **Contre LOUISE BE-**  
**CHETTE, des cité et district de Québec, veuve de**  
**Prisque Huot, à savoir :**

Le lot No 425 (quatre cent vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Franklin—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Québec, 22 juin 1899. 2351

[Première publication, 24 juin 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **LFRED MARCHILDON,**  
 No 258. } **avocat, de la cité des Trois-**  
**Rivières ; contre DAME PHILOMENE ALIAS**  
**MARIE BRUNELLE, veuve de feu Gédéon Laf-**  
**leur, de la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons,**  
**tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice aux**  
**enfants mineurs issus de son mariage avec le dit**  
**Gédéon Lafleur, à savoir :**

Le No 9 (neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, étant un lopin de terre situé au premier rang—avec les maisons dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Deschaillons, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
 Québec, 8 juin 1899. 2191-2

[Première publication, 10 juin 1899.]

**MANDAT DE CURATEUR.***Dans la Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **DANS l'affaire de ADOL-**  
 District de Québec, } **PHE DOMBROWSKI,**  
 No 73. } **de la cité de Québec, march-**  
**chand, insolvable, et LEFAIVRE & TASCHE-**  
**REAU, curateurs conjoints, à savoir :**

Saisi comme appartenant au dit insolvable.

1° Le lot No 414 (quatre cent quatorze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Ovide ou Chateauguay—avec bâtisses.

2° Le lot No 416 (quatre cent seize), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-Ours ou Boulevard Langelier—avec bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du shérif, Shérif.  
 Québec, 25 mai 1899. 2037-2

[Première publication, 27 mai 1899.]

**Ventes par le Shérif—Rimouski**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS***Cour Supérieure.*

Canada, } **LOUIS FRANCEUR, de**  
 Province de Québec, } **la paroisse de Sainte-**  
 District de Rimouski, } **Angèle de Mérici, cultiva-**  
 No 2502. } **teur, Demandeur ; contre**  
**JOSEPH OCTAVE ST. LAURENT, de la dite**

**FIERI FACIAS***Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ;**  
 No. 2560. } **Against LOUISE BE-**  
**CHETTE, of the city and district of Quebec, widow of**  
**Prisque Huot, to wit :**

Lot No. 425 (four hundred and twenty-five), of the official cadaastre for the parish of Saint Sauveur, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Franklin street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Québec, 22nd June, 1899. 2352

[First published, 24th June, 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **ALFRED MARCHILDON,**  
 No. 258. } **advocate, of the city of**  
**Three Rivers ; against DAME PHILOMENE ALIAS**  
**MARIE BRUNELLE, widow of the late Gédéon**  
**Lafleur, of the parish of Saint Jean Deschaillons, as**  
**well personally as in her quality of tutrix to the**  
**minor children issued of her marriage with the said**  
**Gédéon Lafleur, to wit :**

Lot No. 9 (nine), of the official cadastre of the parish of Saint Jean Deschaillons, being a lot of land situate on the first range—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean Deschaillons, the ELEVENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Québec, 8th June, 1899. 2192

[First published, 10th June, 1899.]

**CURATOR'S WARRANT.***In the Superior Court.*

Province of Québec, } **IN the matter of ADOL-**  
 District of Québec, } **PHE DOMBROWSKI,**  
 No 73. } **of the city of Québec, march-**  
**chant, insolvent, and LEFAIVRE & TASCHE-**  
**REAU, joint curators, to wit :**

Seized as belonging to the said insolvent.

1. Lot No 414 (four hundred and fourteen), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot situate on Ovide or Chateauguay street—with buildings.

2. Lot No 416 (four hundred and sixteen), of the official cadastre for the parish of Saint Sauver, in the city of Québec, being a lot situate on Saint Ours street or Boulevard Langelier—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the THIRTIETH day of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Québec, 25th May, 1899. 2038

[First published, 27th May, 1899.]

**Sheriff's Sales—Rimouski**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.*

Canada, } **LOUIS FRANCEUR, of**  
 Province of Québec, } **the parish of Sainte**  
 District of Rimouski, } **Angèle de Mérici, farmer,**  
 No. 2502. } **Plaintiff ; against JOSEPH**  
**OCTAVE ST. LAURENT, of the said parish of**

paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, cultivateur, Défendeur, savoir :

1° Une terre situé en la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, en la seigneurie Lepage et Thivierge, de trois arpents et demi de front sur trente de profondeur ; bornée à l'ouest à Alphonse Langlois, à l'est à Georges Roussel, au sud à la Rivière Neigette, au nord au reste de la seigneurie et faisant partie de la paroisse de Saint-Joseph de Lepage, connue et désignée au cadastre de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, sous les numéros deux cent treize et deux cent quatorze (213 et 214)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située au même endroit, de trois arpents de front sur trente de profondeur environ ; bornée à l'est à Démétrius Bérubé ou représentants, à l'ouest à Eugène Chouinard, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, sous les numéros deux cent six et deux cent sept (206 et 207)—avec grange, circonstances et dépendances. Sujet, les immeubles ci-dessus décrits, à une rente et pension annuelle et viagère et autres prestations et charges en faveur du demandeur et de son épouse, et de demoiselle Marcelline Lévesque, tel que stipulé en un acte de donation par le demandeur au défendeur, passé devant M<sup>re</sup> Ths. Pelletier, notaire, le 20 avril 1892, et enregistré sous le numéro 28,860.

3° Une autre terre située en la dite paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, de trois arpents de front, sur environ vingt arpents de profondeur, connue et désignée au cadastre de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, sous les numéros deux cent huit et deux cent neuf (208 et 209)—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, le CINQUIÈME jour de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALFRED MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Rimouski, 29 mai 1899. 2135-2  
[Première publication, 3 juin 1899.]

Sainte Angèle de Mérici, farmer, Defendant, to wit :

1. A land situate in the parish of Sainte Angèle de Mérici, in the seigniorie Lepage and Thivierge, of three arpents and a half in front by thirty in depth ; bounded on the west by Alphonse Langlois, on the east by Georges Roussel, on the south by the river Neigette, on the north by the residue of the seigniorie and forming part of the parish of Saint Joseph de Lepage, known and designated on the cadastre of the said parish of Sainte Angèle de Mérici, as numbers two hundred and thirteen and two hundred and four een (213 and 214)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another land situate at the same place, of three arpents in front by thirty in depth about ; bounded on the east by Démétrius Bérubé or representatives on the west by Eugène Chouinard, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte Angèle de Mérici, as numbers two hundred and six and two hundred and seven (206 and 207)—with barn, circumstances and dependencies. The two lots lastly described subject to a yearly life rent and allowance and other stipulations charges in favor of the plaintiff and of his wife, and of Miss Marcelline Levesque, such as agreed upon in a deed of gift by the plaintiff to the defendant, passed before M<sup>re</sup> Ths. Pelletier, notary, on the 20th of April, 1892, and registered under number 28,860.

3. Another land situate in the said parish of Sainte Angèle de Mérici, of three arpents in front by about twenty arpents in depth, known and described on the cadastre of the said parish of Sainte Angèle de Mérici, as numbers two hundred and eight and two hundred and nine (208 and 209)—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angèle de Mérici, on the FIFTH day of JULY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFRED MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Rimouski, 29th May, 1899. 2136  
[First published, 3rd June, 1899.]

## Ventes par le Shérif—Saguenay

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Malbaie, à savoir : } JOHN U. GREGORY, de la  
No 1964. } cité de Québec, gouvern-  
ement official dans le Département de la Marine,  
dans cette cité ; contre JOSEPH TREMBLAY, du  
même lieu, savoir :

La moitié indivise d'une terre située dans le rang du Bas des Eboulements, étant le lot numéro quatre cent cinq (405), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption des Eboulements—avec la moitié indivise des bâtisses. A distraire un emplacement de quatre-vingts pieds de front sur cinquante pieds de profondeur ; borné en front par le fleuve Saint-Laurent, et de tous autres côtés par le reste du dit lot, le dit emplacement possédé par Magloire Tremblay.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse des Eboulements, le CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,

Bureau du shérif, Shérif.  
Malbaie, 27 mai 1899. 2081-2  
[Première publication, 3 juin 1899.]

## Sheriff's Sales—Saguenay

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Québec.

Malbaie, to wit : } JOHN U. GREGORY, of the  
No. 1964. } city of Québec, government  
official in the Department of Marine, in this city ;  
against JOSEPH TREMBLAY, of the same place,  
to wit :

The undivided half of a land situate in the range du Bas des Eboulements, being lot number four hundred and five (405), of the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame de l'Assomption des Eboulements—with the undivided half of the buildings. Reserving a lot of eighty feet in front by fifty feet in depth ; bounded in front by the river Saint Lawrence, and on all the other sides by the remainder of the said lot, said lot being in the possession of Magloire Tremblay.

To be sold at the church door of the parish of Les Eboulements, on the FIFTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Malbaie, 27th May, 1899. 2082  
[First published, 3rd June, 1899.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le district de Saint-François.*  
Saint-François, à savoir : } **WILLIAM T. OUGHTRED,**  
No 139. }

du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur; contre les terres et tenements de **GEORGE E. WEYLAND,** du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, cultivateur, Défendeur, à savoir

Un morceau de terre situé dans le canton de Weedon, dans le comté de Wolfe, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton de Weedon, comme lot numéro trois (No 3), dans le septième rang, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

La dite terre pour être vendue, sujette aux charges suivantes en faveur de Charles Frederick Weyland, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, à savoir : de supporter et entretenir le dit Charles Frederick Weyland, en le pensionnant et le logeant convenablement sa vie durant dans la maison qu'il occupe maintenant, ou dans aucune autre maison qui peut être construite sur la terre ci-dessus mentionnée, de le vêtir suivant sa position dans la société, et blanchir son linge et raccommoder ses habits ou faire faire cet ouvrage, de prendre bien soin de lui en tout temps et particulièrement durant la maladie, l'assistance du ministre et les soins du médecin lorsqu'ils seront requis, et de payer leurs comptes respectifs, de payer toutes les dettes dues jusqu'au trois août 1874, et de lui donner en argent pour ses dépenses la somme de douze piastres courant par année, et à son décès de l'enterrer en chrétien et payer les dépenses de ses funérailles.

Pour être vendue tel que décrit plus haut, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier, dans le canton de Weedon, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 21 juin 1899. 2323  
[Première publication, 24 juin 1899.]

La publication du dix-septième jour de juin 1899 est nulle.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **J. ALPHONSE**  
No 3. } **CAMIRAND,**

**AUGUSTINES. HURD** et **HARRY R. FRASER,** tous de la cité de Sherbrooke, avocats, ci-devant associés, faisant affaires comme tels sous les nom et raison de "Camirand, Hurd et Fraser", Demandeurs; contre les terres et tenements de **GEORGE COTE,** du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Brompton, dans le district de Saint-François, contenant trente acres de terre, mesure précise, et étant les trente acres nord-ouest des quatre-vingts acres sud-ouest de la moitié sud-est du lot numéro deux, dans le premier rang du dit canton de Brompton; borné en front par le chemin public, en arrière par la terre de Peter McKenty, d'un côté par la terre de Daniel McKenty, et de l'autre côté par la terre de Pierre Bolduc—avec les bâtisses sus-érigées et amélioration faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, le

## Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS ET DE TERRIS.

*Circuit Court for the district of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit : } **WILLIAM T. OUGHTRED,**  
No. 139. } **W. RED,** of the town-

ship of Dudswell, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff; against the lands and tenements of **GEORGE E. WEYLAND,** of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, farmer, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the township of Weedon, in the county of Wolfe, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Weedon, as the lot number three (No. 3), in the seventh range, containing two hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

The said land to be sold subject to the following charges in favor of Charles Frederick Weyland, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, to wit : to support and maintain the said Charles Frederick Weyland, by boarding and lodging him decently during his lifetime in the house wherein he now lives, or in any other house which may be built on the above mentioned land, to cloth him according to his position in society, and wash and mend his clothes or cause the same to be done, to take good care of him at all times and particularly in stockness, and attendance of the minister and physician when they will be required and pay their respective bills; to pay all his debts created up to the 3rd August, 1874, and to pay him for spending money the yearly sum of twelve dollars currency, and at his decease to have him buried in a christian-like manner and pay his funeral expenses.

To be sold as aforesaid, at the church door of the parish of Saint Janvier, in the township of Weedon, on the TWENTY-SIXTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 21st June, 1899. 2314  
[First published, 24th June, 1899.]

The publication made on the seventeenth day of June, 1899, is null.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **J. ALPHONSE CAMI-**  
No. 3. } **RAND, AUGUSTINE**

**S. HURD** and **HARRY R. FRASER,** all of the city of Sherbrooke, advocates, and heretofore co-partners, and as such doing business under the name and firm of "Camirand, Hurd & Fraser," Plaintiffs; against the lands and tenements of **GEORGE COTE,** of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, Defendant.

A piece of land situate in the township of Brompton, in the district of Saint Francis, containing thirty acres of land, measured precisely, and being the north west thirty acres of the south west eighty acres of the south east half of the lot number two in the first range of the said township of Brompton; bounded in front by the public road, in rear by the land of Peter McKenty, on one side by the land of Daniel McKenty, and on the other side by the land of Pierre Bolduc—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de Brompton, on the

QUATRIEME jour de JUILLET prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, 31 mai 1899.  
[Première publication, 3 juin 1899.]

Shérif.  
2099-2

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District of Richelieu.*

Saint-François, à savoir : } OLIVIER DESRO-  
No 20875. } SIERS, FILS, voya-  
geur, de la paroisse de Saint-Aimé, dans le district  
de Richelieu, Demandeur ; contre les terres et tene-  
ments de EDOUARD PELOQUIN, ci-devant de  
Danville, dans le district de Saint-François, mainte-  
nant absent de cette province, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de  
Shipton, dans le district de Saint-François, connu  
comme étant la moitié sud-est du lot numéro six,  
dans le septième rang du dit canton de Shipton, de  
la contenance de cent acres en superficie, plus ou  
moins ; borné d'un bout par les terres du sixième  
rang, et à l'autre bout par les terres du huitième  
rang, d'un côté par les terres de James McKannah  
et de William Welsh, et de l'autre côté par les terres  
de Joseph Mayette et de George Hamilton—avec  
les bâtisses dessus construites et améliorations  
faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-  
roisse de Sainte-Anne de Danville, le CINQUIEME  
jour de JUILLET prochain, à UNE heure de  
l'après-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, 31 mai 1899.  
[Première publication, 3 juin 1899.]

Shérif.  
2101-2

**Ventes par le Shérif—Terrebonne**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les  
TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } THOMAS MURPHY,  
Ste Scholastique, savoir : } Demandeur ; contre  
No 313. } DAME MARY WALSH,  
ES-QUALITÉ, Défenderesse.

Deux terres contigues situées à la Rivière du  
Nord, en la paroisse de Saint-Columban, district de  
Terrebonne, connues et désignées aux plan et livre  
de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numé-  
ros cinquante-sept et cinquante-huit (57 et 58), con-  
tenant chacune trois arpents de largeur sur environ  
trente-quatre arpents de profondeur—avec les  
bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église catholi-  
que du village de Saint-Columban, dit district, le  
VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain  
(1899), à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif,  
Sainte-Scholastique, 21 juin 1899.  
[Première publication, 24 juin 1899.]

Shérif.  
2363

**Ventes par le Shérif—Trois-Rivières**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que  
les TERRES et HÉRITAGES sous mention-  
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FOURTH day of JULY next (1899), at TEN of  
the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office,  
Sherbrooke, 31st May, 1899.  
[First published, 3rd June, 1899.]

Sheriff.  
2100

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Richelieu.*

Saint-François, to wit : } OLIVIER DESROSIERS,  
No. 20875. } JUNIOR, traveler, of the  
parish of Saint-Aimé, in the district of Richelieu,  
Plaintiff ; against the lands and tenements of  
EDOUARD PELOQUIN, formerly of Danville, in  
the district of Saint-François, now absent from this  
province, Defendant.

A piece of land situate in the township of Shipton,  
in the district of Saint-François, known as being the  
south east half of lot number six, in the seventh  
range of the said township of Shipton, containing  
one hundred acres in area, more or less ; bounded  
at one end by the lands of the sixth range, and at  
the other end by the lands of the eighth range, on  
one side by the lands of James McKannah and of  
William Welsh, and on the other side by the  
lands of Joseph Mayette and of George Hamilton—  
with the buildings and improvements thereon erect-  
ed and made.

To be sold at the church door of the parish of  
Saint Ann of Danville, on the FIFTH day of JULY  
next, at ONE of the clock in the afternoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office,  
Sherbrooke, 31st May, 1899.  
[First published, 3rd June, 1899.]

Sheriff.  
2102

**Sheriff's Sales—Terrebonne**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective time  
and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } THOMAS MURPHY,  
Ste Scholastique, to wit : } Plaintiff ; against  
No. 313. } DAME MARY WALSH,  
ES-QUALITÉ, Defendant.

Two contiguous lands situate at Rivière du Nord,  
in the parish of Saint-Columban, district of Terre-  
bonne, known and designated on the official plan  
and book of reference of the said parish, as numbers  
fifty-seven and fifty-eight (57 and 58), containing  
each three arpents in width by about thirty-four  
arpents in depth—with buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the  
village of Saint-Columban, said district, on the  
TWENTY-FIFTH day of JULY next (1899), at  
TEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office,  
Sainte-Scholastique, 21st June, 1899.  
[First published, 24th June, 1899.]

Sheriff.  
2364

**Sheriff's Sales—Three Rivers**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME ROSE DELI-**  
 No 411. } **MA LACROIX,**  
 Demanderesse ; vs **DAME ADELE SINGSTER**  
**ALIAS SINCAS-TER**, épouse de Auguste Cadorette,  
 charretier, et de ce dernier bien et dûment auto-  
 risée à l'effet des présentes, tous deux de la cité des  
 Trois-Rivières, Défendeurs.

Comme appartenant à Dame Adèle Singster *alias*  
 Sincaster, l'un des défendeurs l'immeuble suivant :

Un emplacement situé en la cité des Trois-  
 Rivières, sur le côté nord-est de la rue Bonaventure,  
 faisant partie du lot numéro seize cent deux (1602),  
 du cadastre de la dite cité, ayant trente pieds de  
 front sur quarante pieds de profondeur, de là, dix-  
 huit pieds de largeur sur quarante pieds de profon-  
 deur ; borné en front par la rue Bonaventure, en  
 profondeur par Joseph Lafond et L. P. Guillet, du  
 côté nord-ouest par le dit L. P. Guillet, et du côté  
 sud-est par Jérémie Savard—avec bâtisses dessus  
 construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité des  
 Trois-Rivières, le CINQUIEME jour de JUILLET  
 prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref  
 rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif,  
 Trois-Rivières, 31 mai 1899.

Shérif.  
 2103-2

[Première publication, 3 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **DAME ROSE DELIMA**  
 No. 411. } **LACROIX**, Plaintiff ;  
 vs **DAME ADELE SINGSTER ALIAS SINCAS-**  
**TER**, wife of Auguste Cadorette, carter, and by  
 the latter duly authorized for the purposes hereof,  
 both of the city of Three Rivers, Defendants.

As belonging to Dame Adèle Singster *alias* Sin-  
 caster, one of the defendants, the following immov-  
 able property, to wit :

A lot situate in the city of Three Rivers, on the  
 north east side of Bonaventure street, forming part  
 of the lot number sixteen hundred and two (1602),  
 of the cadastre of the said city, measuring thirty  
 feet in front by forty feet in depth, from thence,  
 eighteen feet in width by forty feet in depth ;  
 bounded in front by Bonaventure street, in depth  
 by Joseph Lafond and L. P. Guillet, on the north  
 west side by the said L. P. Guillet, and on the  
 south east side by Jérémie Savard—with buildings  
 thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Three  
 Rivers, on the FIFTH day of JULY next, at TEN  
 of the clock in the forenoon. Said writ returnable  
 according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,  
 Three Rivers, 31st May, 1899.

Sheriff.  
 2104

[First published, 3rd June, 1899.]

**Proclamation**

Canada, }  
 Province de }  
 Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du  
 Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,  
 Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou  
 qu'icelles pourront concerner—SALUT :

**PROCLAMATION.**

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A T T E N D U** que  
*Proc.-Général.* } Charles Borromée  
 Guillet, secrétaire des commissaires dûment nommés  
 pour les fins du chapitre premier du titre neuf des  
 statuts refondus de la province de Québec, dans et  
 pour le diocèse catholique romain de Nicolet, dans  
 Notre province de Québec, tel que canoniquement  
 reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a,  
 sous l'autorité des susdits statuts, transmis au lieuten-  
 ant-gouverneur de Notre dite province de Qué-  
 bec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à  
 son bureau aucune opposition à la reconnaissance  
 du décret canonique de l'évêque du susdit diocèse,  
 et aussi le dit décret canonique dans lequel sont  
 décrites et déterminées les limites et bornes de  
 cette partie de la paroisse de Saint-Patrice de Ting-  
 wick, dans le comté d'Arthabaska, dans le dit  
 diocèse catholique romain de Nicolet, qu'ils croient  
 le plus convenable de détacher de la dite paroisse  
 de Saint-Patrice de Tingwick et d'annexer à la pa-  
 roisse de Saint-Paul de Chester, dans le comté  
 d'Arthabaska, dans le diocèse susdit, comme suit,  
 savoir :

La partie de la paroisse de Saint-Patrice de Ting-  
 wick annexée à la paroisse de Saint Paul de Chester,  
 comté d'Arthabaska, comprend : 1° Les lots numé-  
 ros cinq cent soixante et trois, cinq cent soixante et  
 quatre, cinq cent soixante et cinq et cinq cent soix-  
 ante et six, du sixième rang de Tingwick ; 2° Les  
 lots numéros six cent soixante et quatre, six cent  
 soixante et cinq, six cent soixante et six et six cent  
 soixante et sept, du septième rang du susdit canton  
 Les lots précités sont ceux du cadastre officiel du  
 cadastre de Tingwick.

**Proclamation**

Canada, }  
 Province of }  
 Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United  
 Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen,  
 Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom  
 the same may concern—GREETING :

**PROCLAMATION.**

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W H E R E A S**  
*Atty.-Général.* } Charles  
 Borromée Guillet, secretary of the commissioners  
 duly appointed for the purposes of chapter first  
 of title nine of the revised statutes of the  
 province of Quebec, in and for the roman  
 catholic diocese of Nicolet, in Our provin-  
 ce of Quebec, canonically acknowledged and erected  
 by the ecclesiastical authorities, has,  
 under the authority of the said statutes, transmitted  
 to the lieutenant governor of Our said Province of  
 Quebec, his certificate shewing that no opposition  
 has been filed in his office to the recognition of  
 the canonical decree of the bishop of the said dio-  
 cese, and also the said canonical decree in which  
 are described and declared the limits and bound-  
 aries of that certain part of the parish of Saint  
 Patrice de Tingwick, in the county of Arthabaska,  
 in the said roman catholic diocese of Nicolet, which  
 they think most expedient to be detached from  
 the said parish of Saint Patrice de Tingwick and to  
 be annexed to the parish of Saint Paul de Chester,  
 in the county of Arthabaska, in the diocese afore-  
 said, to be as follows, that is to say :

The part of the parish of Saint Patrice de Ting-  
 wick annexed to the parish of Saint Paul de  
 Chester, county of Arthabaska, comprises : 1. The  
 lots numbers five hundred and sixty-three, five hun-  
 dred and sixty-four and five hundred and sixty-six,  
 of the sixth range of Tingwick ; 2. The lots numbers six  
 hundred and sixty-four, six hundred and sixty-five,  
 six hundred and sixty-six and six hundred and  
 sixty-seven of the seventh range of the said town-  
 ship. The above cited lots are those of the official  
 cadastre of Tingwick.

Cette partie détachée de la paroisse de Saint-Patrice de Tingwick pour être annexée à celle de Saint-Paul de Chester est bornée comme suit, savoir :

Vers le sud-est par le huitième rang, vers le nord-ouest par le cinquième rang ; vers le nord-est par les lots numéros cinq cent soixante et deux et six cent soixante et trois du dit cadastre, et vers le sud-ouest par les lots numéros cinq cent soixante et sept et six cent soixante et huit du cadastre officiel du canton Tingwick.

La superficie du territoire ci-haut décrit, est de trois cent quatre-vingt-douze acres (392 ac.), plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de SAINT-PATRICE DE TINGWICK, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de SAINT-PATRICE DE TINGWICK, et annexée à la paroisse de SAINT-PAUL DE CHESTER.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de SAINT-PATRICE DE TINGWICK, ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de SAINT-PATRICE DE TINGWICK, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de SAINT-PAUL DE CHESTER.

Et par les présentes, nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de SAINT-PATRICE DE TINGWICK, fera partie de la dite paroisse de SAINT-PAUL DE CHESTER, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOSEPH SHEHYN,

Secrétaire de la province intérimaire.

2371

## Nominations

### DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 22 juin 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer Conseils en loi de la Reine, par commission sous le Grand Sceau de la province, les personnes dont les noms suivent :

#### SECTION DE MONTRÉAL.

Hon. H. Archambeault ; MM. S. Beaudin, Montréal ; C. Beausoleil, Montréal ; F. J. Bisailon, Montréal ; J. B. Blanchet, Saint-Hyacinthe ; L. P. Brodeur, Montréal ; Thos. Brosseau, Montréal ; Thos. Brossoit, Beauharnois ; J. B. Brousseau, Sorel ; Albert J. Brown, Montréal ; S. C. Campbell, Montréal ; C. B. Carter, Montréal ; Hon. Th. Chase-Casgrain, Montréal ; H. Champagne, Saint-Eustache ; Nap. Charbonneau, Montréal ; M. E.

3

That part detached from the parish of Saint Patrice de Tingwick to be annexed to that of Saint Paul de Chester is bounded as follows :

On the south east by the eighth range, on the north west by the fifth range, on the north east by lots numbers five hundred and sixty-two and six hundred and sixty-three of the said cadastre, and on the south west by lots numbers five hundred and sixty-seven and six hundred and sixty-eight of the official cadastre of the township of Tingwick.

The area of the territory above described, is three hundred and ninety-two acres (392 ac.), more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of SAINT PATRICE DE TINGWICK, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of SAINT PATRICE DE TINGWICK, and to be and remain annexed to the parish of SAINT PAUL DE CHESTER.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of SAINT PATRICE DE TINGWICK, above described to be detached from the said parish of SAINT PATRICE DE TINGWICK, and to be and remain annexed to the said parish of SAINT PAUL DE CHESTER.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of SAINT PATRICE DE TINGWICK, to be hereafter part of the said parish of SAINT PAUL DE CHESTER for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordidgly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

JOSEPH SHEHYN,

Provincial secretary ad interim.

2372

## Appointments

### PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 22nd June, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council, has been pleased to appoint the persons hereinafter named, to be Queen's Counsel, by commission under the Great Seal of the province :

#### MONTRÉAL SECTION.

Hon. H. Archambeault ; Messrs. S. Beaudin, Montréal ; C. Beausoleil, Montréal ; F. J. Bisailon, Montréal ; J. B. Blanchet, Saint-Hyacinthe ; L. P. Brodeur, Montréal ; Thos. Brosseau, Montréal ; Thos. Brossoit, Beauharnois ; J. B. Brousseau, Sorel ; Albert J. Brown, Montréal ; S. C. Campbell, Montréal ; C. B. Carter, Montréal ; Hon. Th. Chase-Casgrain, Montréal ; H. Champagne, Saint-Eustache ; Nap. Charbonneau, Montréal ; M. E.

3

Charpentier, Montréal; P. A. Chassé, St-Jean P. Q.; A. G. Cross, Montréal; S. Cross, Montréal; Hon. R. Dandurand, Montréal; Ph. Demers, Montréal; F. O. Dugas, Joliette; John Dunlop, Montréal; L. J. Ethier, Montréal; J. E. Faribault, L'Assomption; Honoré Gervais, Montréal; Hon. F. E. Gilman, Montréal; R. Greenshields, Montréal; J. N. Greenshields, Montréal; Hon. J. S. Hall, Montréal; M. Hutchinson, Montréal; H. J. Kavanagh, Montréal; James Kirby, Montréal; E. Lafleur, Montréal; Gustave Lamothe, Montréal; Calixte Lebeuf, Montréal; J. A. N. Mackay, Saint-André d'Argenteuil; F. L. Maclellan, Montréal; D. Macmaster, Montréal; F. X. Mathieu, Sainte-Scholastique; F. E. Merotdith, Montréal; Wilfrid Mercier, Montréal; J. S. Messier, Saint-Jean, P.Q.; P. B. Mignault, Montréal; F. D. Monk, Montréal; R. D. McGibbon, Montréal; Arch. McGown, Montréal; H. B. Rainville, Montréal; Ph. H. Roy, Montréal; R. C. Smith, Montréal; Hon. G. W. Stephens, Montréal; H. C. Saint-Pierre, Montréal; Hon. L. O. Taillon, Montréal; N. W. Trenholme, Montréal; W. J. White, Montréal.

## SECTION DE QUÉBEC.

MM. H. G. Carroll, Fraserville; M. Chouinard, Québec; W. Cook, Québec; A. H. Cook, Québec; James Dunbar, Québec; Hon. Charles Fitzpatrick, Québec; Hon. E. J. Flynn, Québec; C. N. Hamel, Charlesbourg; Charles Lanctot, Québec; J. I. Lavery, Québec; A. Malouin, Québec; W. J. Miller, Québec; T. H. Oliver, Québec; Hon. S. N. Parent, Québec; C. A. Pentland, Québec; J. S. Perreault, Malbaie; A. Robitaille, Québec; G. G. Stuart, Québec; Hon. Jules Tessier, Québec; Auguste Tessier, Rimouski; Linière Taschereau.

## SECTION DE TROIS-RIVIÈRES.

MM. R. S. Cooke, Trois-Rivières; J. N. Grenier, Trois-Rivières; J. B. Hould, Trois-Rivières; F. S. Tourigny, Trois-Rivières.

## SECTION DE BEDFORD.

MM. T. Amyrauld, Sweetsburg; Hon. H. Thos. Duffy, Sweetsburg; Hon. J. C. McCorkill, Cowansville; C. A. Nutting, Waterloo.

## SECTION D'OTTAWA.

MM. Henry Aylen, Hull; N. A. Belcourt, Ottawa; Asa Gorden, Hull; A. Rochon, Hull; A. X. Talbot, Hull.

## SECTION DE SAINT-FRANÇOIS.

MM. A. S. Hurd, Sherbrooke; Henry B. Brown, Sherbrooke. 2373

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 mai 1899, de nommer MM. Louis Wilfrid Sicotte et Ulric Lafontaine, tous deux de la cité de Montréal, conjointement greffier de le Couronne et greffier de la paix pour le district de Montréal. 2369

## Avis de Faillites

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Québec, }  
Dans l'affaire de H. Griffith, Québec, }  
Cour Supérieure.

Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 juillet, 1899,

Charpentier, Montreal; P. A. Chassé, St Jean P. Q.; A. G. Cross, Montreal; S. Cross, Montreal; Hon. R. Dandurand, Montreal; Ph. Demers, Montreal; F. O. Dugas, Joliette; John Dunlop, Montreal; L. J. Ethier, Montreal; J. E. Faribault, L'Assomption; Honoré Gervais, Montreal; Hon. F. E. Gilman, Montreal; R. Greenshields, Montreal; J. N. Greenshields, Montreal; Hon. J. S. Hall, Montreal; M. Hutchinson, Montreal; H. J. Kavanagh, Montreal; James Kirby, Montreal; E. Lafleur, Montreal; Gustave Lamothe, Montreal; Calixte Lebeuf, Montreal; J. A. N. Mackay, Saint-André d'Argenteuil; F. S. Maclellan, Montreal; D. Macmaster, Montreal; F. X. Mathieu, Sainte-Scholastique; F. E. Meredith, Montreal; Wilfrid Mercier, Montreal; J. S. Messier, St-Jean, P. Q.; P. B. Mignault, Montreal; F. D. Monk, Montreal; R. D. McGibbon, Montreal; Arch. McGown, Montreal; H. B. Rainville, Montreal; Ph. H. Roy, Montreal; R. C. Smith, Montreal; Hon. G. W. Stephens, Montreal; H. C. Saint-Pierre, Montreal; Hon. L. O. Taillon, Montreal; N. W. Trenholme, Montreal; W. J. White, Montreal.

## QUEBEC SECTION.

Messrs. H. G. Carroll, Fraserville; M. Chouinard, Quebec; W. Cook, Quebec; A. H. Cook, Quebec; James Dunbar, Quebec; Hon. Charles Fitzpatrick, Quebec; Hon. E. J. Flynn, Quebec; C. N. Hamel, Charlesbourg; Charles Lanctot, Quebec; J. I. Lavery, Quebec; A. Malouin, Quebec; W. J. Miller, Quebec; T. H. Oliver, Quebec; Hon. S. N. Parent, Quebec; C. A. Pentland, Quebec; J. S. Perreault, Malbaie; A. Robitaille, Quebec; G. G. Stuart, Quebec; Hon. Jules Tessier, Quebec; Auguste Tessier, Rimouski; Linière Taschereau.

## THREE RIVERS SECTION.

Messrs. R. S. Cook, Three Rivers; J. N. Grenier, Three Rivers; J. B. Hould, Three Rivers; F. S. Tourigny, Three Rivers.

## BEDFORD SECTION.

Messrs. T. Amyrauld, Sweetsburg; Hon. H. Thos. Duffy, Sweetsburg; Hon. J. C. McCorkill, Cowansville; C. A. Nutting, Waterloo.

## OTTAWA SECTION.

Messrs. Henry Aylen, Hull; N. A. Belcourt, Ottawa; Asa Gorden, Hull; A. Rochon, Hull; A. X. Talbot, Hull.

## SAINT FRANCIS SECTION.

Messrs. A. S. Hurd, Sherbrooke; Henry B. Brown, Sherbrooke. 2374

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th of May, 1899, to appoint Messrs. Louis Wilfrid Sicotte and Ulric Lafontaine, both of the city of Montreal, joint clerk of the Crown and clerk of the peace for the district of Montreal. 2370

## Bankrupt Notices

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Quebec, }  
In the matter of H. Griffith, Quebec, }  
Superior Court.

Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 10th of July, 1899, after

après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,  
Curateur.

Bureau de Geo. Darveau,  
244, rue Saint-Joseph, Saint-Roch.  
Québec, 24 juin 1899. 2359

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Amos Campbell & Co., Québec,  
Faillis.

Avis est par le présent donné que le 21e jour de juin 1899, en vertu d'un jugement de l'honorable juge, j'ai été nommé curateur des biens des dits faillis.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations dans mon bureau, sous trente jours de la date du présent avis.

GEO. DARVEAU,  
Curateur.

Bureau, 244, rue Saint-Joseph.  
Québec, 21 juin 1899. 2361

which date the dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,  
Curator.

Office of Geo. Darveau,  
244, Saint Joseph street, Saint-Roch.  
Quebec, 24th June, 1899. 2360

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
In the matter of Amos Campbell & Co., Quebec,  
Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the honorable judge, dated the 21st day of June, 1899, I have been appointed curator to the property of the said insolvents.

The creditors of the said insolvents are required to file their claims at my office, within a delay of thirty days from the present notice.

GEO. DARVEAU,  
Curator.

Office, 244, Saint Joseph street.  
Quebec, 21st June, 1899. 2362

### Avis Divers

### Miscellaneous Notices

### BARREAU DE MONTRÉAL—BAR OF MONTREAL.

Candidats à la pratique du droit—Candidates for admission to practise law.

Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age.	Residence.	College.
1 Bérard .....	Joseph B.....	29....	Montreal .....	Laval.
2 Bourbonnière....	Fortunat.....	25....	do .....	do
3 Cinq Mars.....	Alfred.....	24....	do .....	do
4 Deguire.....	J. Alph.....	29....	do .....	do
5 DeLorimier.....	Raoul.....	Plus de—Over	do .....	do
6 Descarries.....	Joseph N. E..	28....	Notre-Dame de Grâce.....	McGill.
7 Drolet.....	Edmond B.....	23....	Montréal.....	
8 Ducharme.....	J. P. Léon.....	30....	Joliette.....	
9 Fortier.....	Hyacinthe A..	23....	Saint-Hermas.....	Laval.
10 Gourre.....	Eugène.....	Plus de—Over	Montreal.....	do
11 Grenier.....	Armand.....	do do	do .....	do
12 Guérin.....	Léopold.....	27....	do .....	do
13 Honan.....	Cornelius.....	Plus de—Over	do .....	McGill.
14 Hurteau.....	Moïse J. A....	21....	do .....	Laval.
15 Landry.....	Louis-Joseph..	25....	do .....	do
16 Lantier.....	Jean O.....	23....	do .....	do
17 Lapiere.....	Omer.....	24....	Saint-Théodore de Chertsey....	do
18 McIver.....	William.....	Plus de—Over	Melbourne, P. Q.....	McGill.
19 Marchand.....	Charles E.....	24....	Saint-Jérôme.....	Laval.
20 Mercier.....	Honoré.....	24....	Montréal.....	do
21 Mercier.....	Joseph A.....	24....	do .....	do
22 Millette.....	Napoléon A....	Plus de—Over	Saint-Aimé, Sorel.....	do
23 Mousseau.....	M. Joseph A..	do do	Montréal.....	do
24 Patenaude.....	Esioff.....	24....	Saint-Isidore.....	do
25 Pausé.....	J. Xiste.....	Plus de—Over	Montréal.....	do
26 Pelland.....	Joseph Alf....	do do	do .....	do
27 Pruneau.....	Joseph A. N..	22....	do .....	do
28 Rainville.....	Paul.....	Plus de—Over	do .....	do
29 Robitaille.....	Clément.....	26....	Saint-Sulpice.....	do
30 Saunders.....	Frank C.....	25....	Montréal.....	McGill.

Vente d'immeuble en vertu des Actes } Sale of Real Estate under Insolvents  
concernant la Faillite. } Acts.

## AVIS DE FAILLITE

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No. 25.

*In Re* Corbeil & Leveillé, manufacturiers, de Montréal, Faillie.

Les sous-signés curateurs nommés aux biens des faillis sus-nommés, vendront par encan public, y ayant été autorisés par un jugement de l'honorable juge Mathieu, en date du 1er juin 1899, les immeubles et droits ci-dessous décrits :

1° Un emplacement connu et désigné comme étant les lots Nos. 441 et 442, de la subdivision officielle du lot No. 1, du cadastre officiel pour le village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga—sans bâtisses.

2° Les droits des faillis dans deux emplacements situés à Maisonneuve, et étant les subdivisions officielles numéros soixante et douze et soixante-treize, d'une partie du lot principal numéro un a (1a), (1a 72 et 1a 73), sur le cadastre officiel pour le village incorporé d'Hochelaga.

Cette vente des immeubles et droits sus-mentionnés aura lieu chez Marcotte Frères, encanteurs, au No. 69, rue Saint-Jacques, à Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, et sera faite sujette à toutes les charges, servitudes et hypothèques qui peuvent les grever, et en outre aux frais de vente, le tout conformément au cahier de charges et conditions de vente qui seront alors lues.

Pour plus amples informations, s'adresser à  
LAMARCHE & BENOIT,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Lamarche & Benoit,  
1709, rue Notre-Dame.  
Montréal, 21 juin, 1899.

2357

## INSOLVENCY NOTICE.

Province of Québec. }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 25.

*In re* Corbeil & Leveillé, manufacturers, of Montreal, Insolvents.

The undersigned appointed curators to the estate of the above named insolvents, will sell by public auction, having been authorized by a judgment of the Honorable judge Mathieu, dated the 1st of June, 1899, the real estate and rights hereinafter described :

1. A lot known and designated as being the lots Nos. 441 and 442, of the official subdivision of lot No. 1, of the official cadastre of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, county of Hochelaga—without buildings.

2. The rights of the insolvents in two lots situate at Maisonneuve, and being the official subdivisions numbers seventy-two and seventy-three, of a part of the principal lot number one a (1a), (1a 72 and 1a 73), on the official cadastre for the incorporated village of Hochelaga.

This sale of the above mentioned real estate and rights will take place at the office of Marcotte Brothers, auctioneers, at No. 69, Saint James street, at Montreal, at ELEVENTH o'clock in the forenoon, on the ELEVEN day of JULY next, and will be made subject to all the charges, servitudes and hypothecs which may affect them, and also to the costs of the sale, the whole according to the list of charges and terms of sale which will be read then.

For further informations apply to  
LAMARCHE & BENOIT,  
Joint curators.

Office of Lamarche & Benoit,  
1709, Notre Dame street.  
Montreal, 21st June, 1899.

2358

**Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 25**

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 25**

- ANNONCEURS** : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1249.
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES** : — The Hull Electric Coy, 1266.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1258 ; Conseil législatif, 1257.
- ÉTAT** : — Dépenses électorales : — Comté de Matane, 1268.
- EXAMENS** : — Admission à l'étude du droit : — Barreau de : — Montréal, 1268.  
Admission à la pratique du droit : — Barreau de : — Arthabaska, 1267 ; Arthabaska, 1269 ; Bedford, 1267 ; Bedford, 1268 ; Montréal, 1283 ; Québec, 1267.
- FAILLIS** : — Beaulieu, 1270 ; Bresse, 1269 ; Campbell & Co, 1283 ; Dme Fortin, 1269 ; Dupont & Cie, 1269 ; Griffith, 1282 ; Philippon, 1270 ; Robitaille, Frère & Cie, 1269 ; Rondeau, 1270 ; Tester & Co, 1269.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE** : — La Compagnie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield, 1263 ; Laprairie Brick Coy, 1260 ; The French Medical Coy, 1261 ; The Louiseville Shirt Manufacturing Coy, 1263 ; The Saint Henry Land Coy, 1264 ; The Sterilized Milk Supply Coy, 1262.
- LETTRES PATENTES ÉMISSES** : — La Cie de Gallinoculture de Jacques Cartier, 1254 ; The Real Estate Investment Coy, 1255 ; The Rock City Tobacco Coy, 1255.
- MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT** : — Victor Normandin, 1257.
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES** : — Demande d'ériger en : — Fort Coulonge, 1255 ; Saint-Christophe, 1257.
- NOMINATIONS** : — Conseils en loi de la Reine : — Sections de : — Bedford, 1282 ; Ottawa, 1282 ; Montréal, 1281 ; Québec, 1282 ; Saint-François, 1282 ; Trois-Rivières, 1282.  
Cour des Commissaires : — Pontiac, 1249.  
Greffier de la Couronne et de la paix : — Montréal, 1282.  
Juges de Paix : — Districts : Montréal, 1249 ; Terrebonne, 1249.  
Juge de paix, en vertu de l'art. 2572, S. R. : — Hon. Geo. Bryson, 1249.
- PROCLAMATIONS** : — Convocation des Chambres pro forma, 1254 ; Erection du canton Gravel, 1250 ; Nouveaux termes, cour de circuit : Berthier, 1252 ; L'Assomption, 1251 ; Montcalm, 1253 ; Paroisse de Saint-Patrice de Tingwick annexée à Saint-Paul de Chester, 1280.
- SÉPARATIONS DE BIENS** : — Dmes Ettenberg vs Pas hink ofs Ry, 1265 ; Leventhan vs Pierce, 1266 ; Tessier vs Lalonde, 1265 ; Trudel vs Monette, 1266 ; Valade vs Parent, 1265 ; Whitman vs Thomas, 1265.
- SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS** : — Crevier vs Dme St-Denis, 1265 ; Dames Keegan vs Griffin, 1266 ; Laviolette vs Stewart, 1266 ; Perron vs Bourdeau, 1265.
- TERRES DE LA COURONNE** : — Avis de cancellation, etc. : — Cantens Bouchette, 1256 ; Gore de Caxton, 1256 ; Loranger, 1256 ; Polette, 1256 ; Radnor, 1256 ; Watford, 1256.
- VENTE DE FAILLITE** : — Corbeil & Léveillé, 1284.
- ADVERTISERS** : — Notices to : — Respecting notices, &c, 1249.
- GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS** : — The Hull Electric Coy, 1266.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 1258 ; Legislative Council, 1257.
- STATEMENT** : — Electoral expenses : — County of Matane, 1268.
- EXAMINATIONS** : — Admission to study at law : — Bar of : — Montréal, 1268.  
Admission to practice of law — Bar of : — Arthabaska, 1267 ; Arthabaska, 1269 ; Bedford, 1267 ; Bedford, 1268 ; Montréal, 1283 ; Québec, 1267.
- INSOLVENTS** : — Beaulieu, 1270 ; Bresse, 1269 ; Campbell & Co, 1283 ; Dme Fortin, 1269 ; Dupont & Cie, 1269 ; Griffith, 1282 ; Philippon, 1270 ; Robitaille, Frère & Cie, 1269 ; Rondeau, 1270 ; Tester & Co, 1269.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** : — La compagnie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield, 1263 ; Laprairie Brick Coy, 1260 ; The French Medical Coy, 1261 ; The Louiseville Shirt Manufacturing Coy, 1263 ; The Saint Henry Land Coy, 1264 ; The Sterilized Milk Supply Coy, 1262.
- LETTERS PATENTS GRANTED** : — La Cie de Gallinoculture de Jacques Cartier, 1254 ; The Real Estate Investment Coy, 1255 ; The Rock City Tobacco Coy, 1255.
- MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER OF** : — Victor Normandin, 1257.
- SCHOOL MUNICIPALITIES** : — Application to erect in : — Fort Coulonge, 1255 ; Saint-Christophe, 1257.
- APPOINTMENTS** : — Queen's council : — Sections of : — Bedford, 1282 ; Ottawa, 1282 ; Montreal, 1281 ; Quebec, 1282 ; Saint Francis, 1282 ; Three Rivers, 1282.  
Commissioners' Court : — Pontiac, 1249.  
Clerk of the Crown and of the peace : — Montreal, 1282.  
Justices of the peace : — District : Montreal, 1249 ; Terrebonne, 1249.  
Justice of the peace, under art. 2572, R. S. : — Hon. Geo. Bryson, 1249.
- PROCLAMATIONS** : — Parliament convoked pro forma, 1254 ; Townshiy Gravel Erected, 1250 ; New terms, circuit court : Berthier, 1252 ; L'Assomption, 1251 ; Montcalm, 1253 ; Parish of Saint Patrice of Tingwick annexed to Saint Paul of Chester, 1280.
- SÉPARATIONS AS TO PROPERTY** : — Dmes Ettenberg vs Pas hink ofs Ry, 1265 ; Leventhan vs Pierce, 1266 ; Tessier vs Lalonde, 1265 ; Trudel vs Monette, 1266 ; Valade vs Parent, 1265 ; Whitman vs Thomas, 1265.
- SÉPARATIONS FROM BED AND BOARD** : — Crevier vs Dme St-Denis, 1265 ; Dames Keegan vs Griffin, 1266 ; Laviolette vs Stewart, 1266 ; Perron vs Bourdeau, 1265.
- CROWN LANDS** : — Notices of cancellation, &c. : — Townships Bouchette, 1256 ; Gore of Caxton, 1256 ; Loranger, 1256 ; Polette, 1256 ; Radnor, 1256 ; Watford, 1256.
- INSOLVENT'S SALE** : — Corbeil & Léveillé, 1284.

## VENTES PAR LES SHERIFS :

- BEAUMARNOIS :—McCarthy vs Long, 1270.
- IBERVILLE :—La ville de Saint-Jean vs Dme Marchand, 1271.
- KAMOURASKA :—Pelletier vs Lafrance, 1271.
- MONTMAGNY :—Trépanier vs Gaudreault, 1272.
- MONTREAL :—Boudreault vs Reinhardt, 1272 ; Dupuis vs Dme Ste-Marie *et al*, 1273 ; Hastings vs Goodrick *et al*, 1273.
- OTTAWA :—Hobbs vs Hobbs, 1274.
- PONTIAC :—The Waterous Engine Works Coy vs Boucher *et al*, 1274.
- QUEBEC :—Demers vs Provost *et al*, 1275 ; Dombrowski, failli, 1276 ; Huot vs Huot, 1275 ; La cité de Québec vs Dme Bechette, 1276 ; La cité de Québec vs Dme Béland, 1275 ; Marchildon vs Dme Brunelle, 1276.
- RIMOUSKI :—Francœur vs St-Laurent, 1276.
- SAGUENAY :—Gregory vs Tremblay, 1277.
- SAINTE-FRANÇOIS :—Camirand *et al* vs Côté, 1278 ; Desrosiers vs Peloquin, 1279 ; Oughtred vs Weyland, 1278.
- TERREBONNE :—Murphy vs Dme Walsh *ès-qual.*, 1279.
- TROIS-RIVIÈRES :—Dme Lacroix vs Dme Singster, 1280.

## SHERIFF'S SALES :

- BEAUMARNOIS :—McCarthy vs Long, 1270.
- IBERVILLE :—The town of Saint Johns vs Dme Marchand, 1271.
- KAMOURASKA :—Pelletier vs Lafrance, 1271.
- MONTMAGNY :—Trépanier vs Gaudreault, 1272.
- MONTREAL :—Boudreault vs Reinhardt, 1272 ; Dupuis vs Dme Ste Marie *et al*, 1273 ; Hastings vs Goodrick *et al*, 1273.
- OTTAWA :—Hobbs vs Hobbs, 1274.
- PONTIAC :—The Waterous Engine Works Coy vs Boucher *et al*, 1274.
- QUEBEC :—Demers vs Provost *et al*, 1275 ; Dombrowski, insolvent, 1276 ; Huot vs Huot, 1275 ; The city of Quebec vs Dme Bechette, 1276 ; The city of Quebec vs Dme Béland, 1275 ; Marchildon vs Dme Brunelle, 1276.
- RIMOUSKI :—Francœur vs St-Laurent, 1276.
- SAGUENAY :—Gregory vs Tremblay, 1277.
- SAINTE-FRANÇOIS :—Camirand *et al* vs Côté, 1278 ; Desrosiers vs Peloquin, 1276 ; Oughtred vs Weyland, 1278.
- TERREBONNE :—Murphy vs Dme Walsh *ès-qual.*, 1279.
- THREE RIVERS :—Dme Lacroix vs Dme Singster, 1180.